



# Loi sur les déclarations des personnes morales

2000



## Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Division de l'organisation et des finances de l'industrie, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6.

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

<b>Service national de renseignements</b>	<b>1 800 263-1136</b>
<b>Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants</b>	<b>1 800 363-7629</b>
<b>Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt</b>	<b>1 800 700-1033</b>
<b>Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt</b>	<b>1 800 889-9734</b>
<b>Renseignements par courriel</b>	<b>infostats@statcan.ca</b>
<b>Site Web</b>	<b>www.statcan.ca</b>

## Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 61-220-XIF au catalogue est publié annuellement sous forme électronique dans le site Internet de Statistique Canada et est offert au prix de 32 \$ CAN. Les utilisateurs peuvent obtenir des exemplaires ou s'abonner en visitant notre site Web à [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca) et en choisissant la rubrique Produits et services.

Ce produit est aussi disponible en version imprimée par l'entremise du service d'Impression sur demande, au prix de 58 \$ CAN. Les frais de livraison supplémentaires suivants s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada :

	<b>Exemplaire</b>
<b>États-Unis</b>	6 \$ CAN
<b>Autres pays</b>	10 \$ CAN

Les prix ne comprennent pas les taxes de ventes.

La version imprimée peut être commandée par

- Téléphone (Canada et États-Unis) **1 800 267-6677**
- Télécopieur (Canada et États-Unis) **1 877 287-4369**
- Courriel **order@statcan.ca**
- Poste  
Statistique Canada  
Division de la diffusion  
Gestion de la circulation  
120, avenue Parkdale  
Ottawa (Ontario) K1A 0T6
- En personne au bureau régional de Statistique Canada le plus près de votre localité.

Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresse.

## Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.



Statistique Canada

Division de l'organisation et des finances de l'industrie

Loi sur les déclarations des personnes morales et analyse structurelle

# Loi sur les déclarations des personnes morales

2000

**Contrôle étranger de l'économie canadienne**

***Rapport au Parlement***

*du ministre de l'industrie présenté sous l'emprise de la Loi sur les déclarations des personnes morales*

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2003

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Octobre 2003

N° 61-220-XIF au catalogue

Périodicité : annuelle

ISSN 1499-8564

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 61-220-XIE).

---

## **Note de reconnaissance**

*Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.*

## Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- P provisoire
- r rectifié
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

### Note :

En raison de l'arrondissement de certains chiffres, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme de leurs composantes.

Données disponibles sur CANSIM II	Numéros des tableaux
<b>Série courante</b>	<b>1999-2000</b>
Caractéristiques financières principales, par groupe de branches d'activité et contrôle	1790004
<b>Série historique</b>	<b>1980-1998</b>
Caractéristiques principales; les 4 et 8 plus importantes, et total, par contrôle Pour 182 branches d'activité Pour 34 branches d'activité	1790002
Caractéristiques principales des entreprises les plus importantes; incidence selon neuf divisions industrielles, par contrôle Les 25 plus importantes Les 100 plus importantes Les 500 plus importantes De taille DPM Toutes les sociétés	1790003

## Remerciements

Cette publication a été rédigée sous la direction de :

- **Cynthia Baumgarten**, directrice, Division de l'organisation et des finances de l'industrie
- **Jean-Pierre Simard**, directeur adjoint, Division de l'organisation et des finances de l'industrie

## Économistes

- **David Sabourin**, chef, Loi sur les déclarations des personnes morales et analyse structurelle
- **Ed Holmes**, économiste
- **Chris Moeller**, analyste
- **Stewart Taylor**, économiste

## Soutien

- **Jeannine D'Angelo**, services aux clients
- **Lisa Jesmer**, coordinatrice de publications

## Produits et services

N° de Catalogue	Titre
61-221	CALURA : Aspects de l'organisation des entreprises
61-222	CALURA : Aspects du contrôle étranger
61-517	Liens de parenté entre sociétés offerte sur CD-ROM avec mises à jour trimestrielles
61-219	Statistiques financières et fiscales des entreprises, annuelle
61-008	Statistiques financières trimestrielles des entreprises
67-202	Bilan canadien des investissements inter-nationaux, annuelle
67-203	Les transactions internationales des services du Canada, annuelle

## Table des matières

	Page
<b>Avant-propos</b>	7
<b>Sommaire exécutif</b>	8
<b>Introduction</b>	11
<b>Section I</b> Toutes les branches d'activité	12
<b>Section II</b> Secteur non financier	15
<b>Section III</b> Secteur de la finance et des assurances	20
<b>Section IV</b> Rendement économique	23
<b>Notes statistiques et définitions</b>	26
<b>Tableaux annexés</b>	29

## Avant-propos

La *Loi sur les déclarations des personnes morales* (LDPM) est administrée par le statisticien en chef du Canada sous l'autorité du ministre de l'Industrie. Elle a pour objet la collecte de renseignements sur les finances et la propriété des sociétés qui exercent des activités au Canada, ainsi que l'utilisation de ces renseignements pour évaluer la portée et les effets de la propriété et du contrôle des sociétés au Canada par des non-résidents. La *Loi sur les déclarations des personnes morales* exige la présentation au Parlement d'un rapport annuel qui donne un aperçu de la portée du contrôle étranger des entreprises au Canada. C'est ce rapport qui fait l'objet du présent document.

Aux termes de la loi, les sociétés qui ont des activités au Canada et dont l'actif pour la période visée dépasse 10 millions de dollars, ou dont les revenus bruts tirés d'activités au Canada dépassent 15 millions de dollars, doivent fournir des données financières et des données sur la propriété à Statistique Canada. Les sociétés qui se situent en deçà de ces niveaux, mais dont la dette à long terme ou les capitaux propres directs ou indirects envers des non-résidents ont une valeur comptable supérieure à 200 000 \$, doivent fournir uniquement des renseignements sur la propriété.

Depuis le rapport de l'an dernier, qui portait sur l'année de référence 1999, les statistiques sont recueillies et compilées sur la base du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Le SCIAN a été mis au point par les organismes statistiques du Canada, du Mexique et des États-Unis, afin d'offrir un cadre uniforme pour la collecte, l'analyse et la diffusion des statistiques industrielles utilisées dans ces trois pays. Le SCIAN diffère considérablement de la Classification type des industries pour compagnies et entreprises (CTI-C) de 1980 qui était utilisée avant 1999. Le SCIAN est une classification des industries axée sur les activités, qui a été principalement conçue dans le but de classer la production économique au niveau de l'établissement. Le SCIAN n'est pas directement comparable avec l'ancienne CTI-C, qui permettait de rendre compte des activités de production intégrées et combinées des entreprises.

Cynthia Baumgarten  
Directrice, Division de l'organisation et des finances de l'industrie

### Note aux utilisateurs des données sur les syndicats

La *Loi sur les déclarations des personnes morales* a été modifiée à plusieurs reprises. L'ancienne loi, connue sous le nom de *Loi sur les déclarations des personnes morales et des syndicats ouvriers* (CALURA), avait été adoptée par le Parlement en 1962. Outre qu'elle permettait de recueillir des renseignements sur les finances et la propriété des sociétés, la CALURA devait aussi servir à recueillir des données sur la portée et les effets de l'association de Canadiens avec des syndicats internationaux. Lorsque d'autres données sur les syndicats sont devenues disponibles, le volet de la loi concernant les syndicats a été abandonné. Ce changement a pris effet avec la dernière modification de la loi adoptée en 1998.

Pour ceux que cela intéresse, des données concernant les syndicats sont encore disponibles auprès de Statistique Canada, y compris les suivantes :

- 1) l'Enquête sur la population active de Statistique Canada (n° 71-001XIF au catalogue), qui constitue une source riche de données sur l'ampleur du mouvement syndical, les caractéristiques sociodémographiques des membres des syndicats et des travailleurs non syndiqués, ainsi que les caractéristiques des emplois occupés par les membres des syndicats et les travailleurs non syndiqués;
- 2) des données sur les flux, et plus particulièrement les flux associés à la restructuration (croissance de l'emploi dans les services et baisse dans la branche de la production de biens), qui sont tirées de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu de Statistique Canada (n° 75F0002MIF au catalogue);
- 3) des tableaux analytiques publiés fréquemment par Statistique Canada sur les travailleurs syndiqués et non syndiqués; il s'agit notamment de la Revue chronologique de la population active (n° 71F0004XCB au catalogue).

## Sommaire exécutif

### Le contrôle étranger redescend au niveau où il se situait au début des années 90

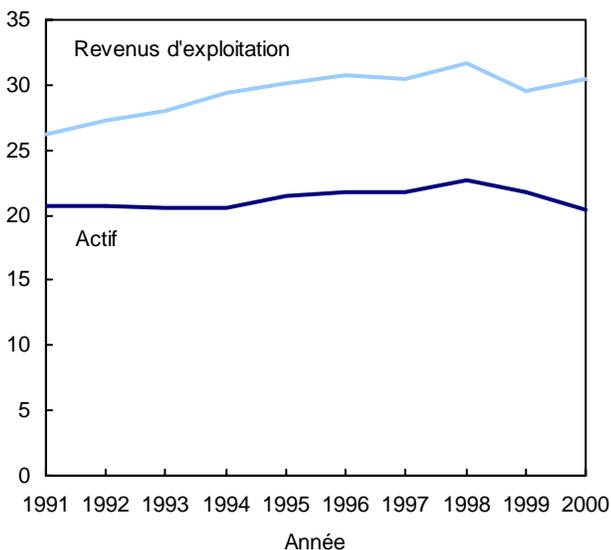
Le niveau de contrôle étranger dans l'économie canadienne, qui est mesuré par la part de l'actif de toutes les sociétés contrôlée par des entreprises étrangères, a diminué pour la deuxième année consécutive en 2000, pour se retrouver où il se situait il y a une décennie.

En 2000, les entreprises sous contrôle étranger détenaient environ le cinquième (20 %) de l'actif au Canada, soit à peu près la même proportion qu'en 1991. Le niveau de contrôle avait augmenté légèrement au cours de la dernière moitié des années 90.

Par ailleurs, une deuxième mesure, à savoir la part des revenus d'exploitation générée par des entreprises sous contrôle étranger a connu un rendement légèrement supérieur, ayant augmenté de façon constante tout au long des années 90. Cela a eu pour résultat que les entreprises sous contrôle étranger avaient 30 % du total des revenus d'exploitation en 2000, comparativement à seulement 26 % en 1991.

### La part des revenus d'exploitation sous contrôle étranger est en hausse mais l'actif demeure stable

Pourcentage



La valeur de l'actif détenu par des entreprises sous contrôle canadien a augmenté à un peu plus que cinq fois celle de l'actif sous contrôle étranger en 2000 seulement. Les sociétés sous contrôle canadien ont déclaré un actif de près de 3 200 milliards de dollars, en hausse de 11 % par rapport à 1999, tandis que l'actif sous contrôle étranger a atteint 810 milliards de dollars, ce qui constitue une augmentation de 2 % seulement.

Dans le cas des revenus d'exploitation, les sociétés sous contrôle étranger ont affiché le gain le plus important en 2000. Leurs revenus ont atteint 704 milliards de dollars, en hausse de 16 % par rapport à 1999, tandis que ceux des entreprises sous contrôle canadien ont augmenté de 12 %, pour atteindre un peu plus de 1 600 milliards de dollars.

Les mesures du contrôle étranger fondées sur l'actif fournissent une perspective à plus long terme, et elles rendent compte de l'évolution plus lente au fil du temps des décisions économiques et des conditions du marché. Les mesures fondées sur les revenus, quant à elles, ont tendance à rendre compte de la situation actuelle des entreprises et, par conséquent, à être plus volatiles que celles fondées sur l'actif.

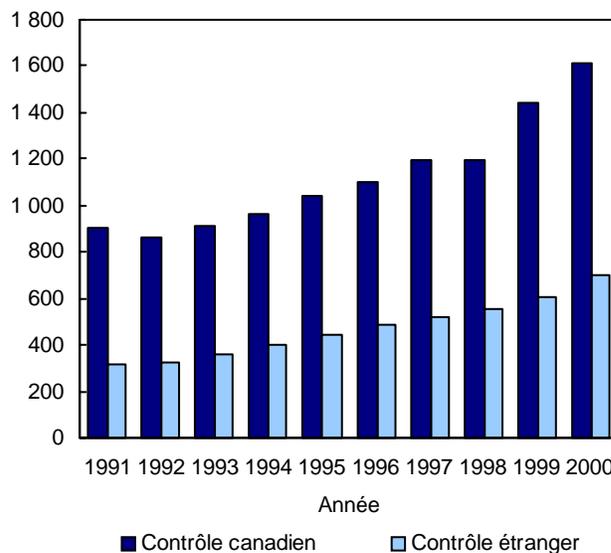
### Perspective pour la décennie : l'actif étranger et l'actif canadien ont augmenté à peu près au même rythme

Au cours de l'ensemble de la décennie, l'actif détenu par les sociétés sous contrôle canadien et sous contrôle étranger a augmenté à peu près au même rythme. Entre 1991 et 2000, les sociétés sous contrôle canadien ont déclaré une hausse de 81 % de leur actif, ce qui est légèrement supérieur au gain de 77 % déclaré par les sociétés sous contrôle étranger.

Dans le cas des revenus d'exploitation, il s'agissait de la huitième année consécutive de croissance pour les sociétés sous contrôle canadien, et de la neuvième consécutive pour les entreprises sous contrôle étranger. Au cours des années

### Croissance soutenue des revenus d'exploitation tout au long des années 90

Milliards de dollars



90, les revenus d'exploitation des entreprises sous contrôle étranger ont plus que doublé, tandis que ceux des entreprises sous contrôle canadien ont augmenté à un rythme un peu plus lent (79 %).

Cela pourrait venir du fait que les sociétés sous contrôle canadien semblent avoir eu plus de difficulté à récupérer immédiatement après la récession de 1991. Toutefois, après 1992, les revenus d'exploitation de toutes les sociétés ont augmenté rapidement pendant deux ans, avant de se stabiliser au milieu des années 90. En 2000, la croissance a repris son rythme.

### Les États-Unis sont de loin le joueur le plus important en ce qui a trait au contrôle étranger

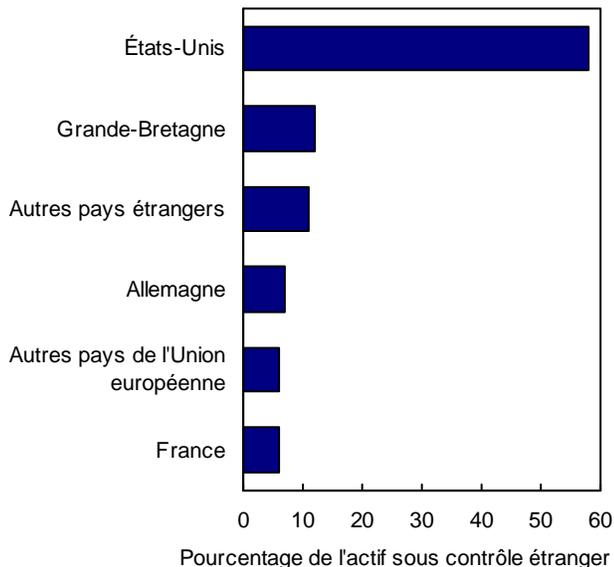
Les États-Unis ont dominé encore une fois en ce qui a trait à la part sous contrôle étranger des revenus d'exploitation et de l'actif des sociétés au Canada. Les entreprises sous contrôle américain ont représenté 58 % de l'actif sous contrôle étranger et 65 % des revenus d'exploitation.

En deuxième place loin derrière les États-Unis, la Grande-Bretagne s'est accaparée 12 % de l'actif sous contrôle étranger. En terme des revenus d'exploitation, c'est l'Allemagne qui occupe le deuxième rang loin derrière les États-Unis, avec 8 % des revenus d'exploitation sous contrôle étranger.

L'actif détenu par des entreprises sous contrôle américain au Canada représentait presque le double de celui des sociétés contrôlées par des pays de l'Union européenne, tandis que les revenus d'exploitation sous contrôle américain étaient presque trois fois plus élevés que ceux des entreprises contrôlées par des pays de l'Union européenne.

### Les États-Unis continuent de dominer en ce qui a trait au contrôle étranger

Pays de contrôle



### Contrôle étranger plus important dans le secteur non financier

On retrouve davantage d'entreprises sous contrôle étranger dans le secteur non financier de l'économie, les intérêts étrangers possédant 26 % de l'actif et étant responsables de 31 % des revenus d'exploitation en 2000.

Par contre, dans le secteur de la finance et des assurances, les entreprises sous contrôle étranger ne détenaient que 15 % de l'actif et 21 % des revenus d'exploitation. Cela vient principalement de la réglementation plus stricte qui s'applique dans le secteur de la finance et des assurances.

Le contrôle étranger de l'actif dans le secteur non financier et dans le secteur de la finance et des assurances est demeuré, pour une large part, relativement stable au cours des années 90, même si le secteur de la finance et des assurances a connu un léger recul en 2000.

Du point de vue des revenus d'exploitation, la part sous contrôle étranger a augmenté lentement au cours de la décennie dans le secteur non financier.

Dans le secteur de la finance et des assurances, toutefois, les revenus d'exploitation sous contrôle étranger se situaient au même niveau à la fin de la décennie qu'au début. Après avoir connu une croissance modérée au milieu des années 90, le contrôle étranger dans ce secteur a diminué en 2000. Cela a été principalement le résultat des fusions et des acquisitions dans le secteur bancaire au Canada, ainsi que de la démutualisation dans le secteur des assurances.

### Présence étrangère notable dans la fabrication et l'extraction de pétrole et de gaz

La présence étrangère s'est fait davantage sentir dans les branches de la fabrication et de l'extraction de pétrole et de gaz du secteur non financier en 2000. La fabrication, qui est le groupe le plus important de ce secteur, a représenté un peu plus de la moitié de l'actif et des revenus d'exploitation sous contrôle étranger.

Les sociétés sous contrôle étranger détenaient 45 % de l'actif de la branche de la fabrication au Canada, soit environ 266 milliards de dollars, et elles ont été responsables de 51 % des revenus d'exploitation, soit environ 329 milliards de dollars.

L'extraction de pétrole, de gaz et de charbon est le seul autre groupe du secteur non financier où le contrôle étranger a dépassé 40 %. Les sociétés sous contrôle étranger détenaient 43 % de l'actif, ou 67 milliards de dollars, de même que 54 % des revenus d'exploitation, ou 41 milliards de dollars. Le secteur du pétrole et du gaz est très intégré et il est dominé par de grandes sociétés multinationales, dont les installations sont dispersées géographiquement.

### **Les activités bancaires dominant encore une fois dans le secteur de la finance et des assurances**

Les activités sous contrôle étranger dans le secteur de la finance et des assurances ont été les plus importantes chez les intermédiations financières non faite par le biais de dépôt, qui comprennent les sociétés de crédit et de financement, où elles ont représenté plus de la moitié (52 %) de l'actif, et 54 % des revenus d'exploitation. Les entreprises sous contrôle étranger étaient aussi bien présentes dans les assurances, où elles ont été responsables de 30 % de l'actif et de 33 % des revenus d'exploitation.

Toutefois, ce secteur est dominé par l'intermédiation financière par le biais de dépôts, qui comprend les banques à charte et les coopératives de crédit. Les activités bancaires, qui sont de loin les plus importantes dans la branche de l'intermédiation financière par le biais de dépôts, ont été responsables de 70 % de l'actif, qui se chiffrait à 1 907 milliards de dollars, et de 43 % des revenus d'exploitation de 232 milliards de dollars de cette branche en 2000.

Toutefois, moins de 10 % de l'actif et des revenus d'exploitation de la branche de l'intermédiation financière par le biais de dépôts ont été le fait d'entreprises sous contrôle étranger, du fait de la réglementation gouvernementale qui limite le contrôle étranger.

### **Rendement économique : les bénéfices d'exploitation augmentent d'un cinquième**

Le total des bénéfices d'exploitation, qui constituent une mesure largement reconnue du rendement économique, ont augmenté de 20 % en 2000, pour atteindre 192 milliards de dollars, par suite de la hausse de la demande de biens et de services.

Les bénéfices d'exploitation déclarés par les sociétés sous contrôle canadien ont fait un bond de 20 %, à 134 milliards de dollars, tandis que ceux des sociétés sous contrôle étranger ont progressé de 21 %, à 58 milliards de dollars.

Les entreprises sous contrôle étranger n'ont représenté que 30 % du total des bénéfices d'exploitation en 2000, soit la même proportion que l'année précédente. Les sociétés sous contrôle canadien ont généré la majeure partie des bénéfices, tant dans le secteur de la finance et des assurances que dans le secteur non financier.

Les entreprises sous contrôle canadien et sous contrôle étranger ont affiché, en moyenne, une marge bénéficiaire de 8,3 % en 2000. La marge des entreprises sous contrôle étranger, qui se situait à 8,0 % en 1999, n'a augmenté que légèrement, la hausse ayant été plus marquée pour les entreprises sous contrôle canadien, dont la marge se situait à 7,8 % la même année.

### **La fabrication affiche les bénéfices d'exploitation les plus élevés de toutes les branches d'activité**

La fabrication a déclaré des bénéfices d'exploitation d'un peu plus de 52 milliards de dollars en 2000, ce qui l'a placée au premier rang de toutes les branches d'activité à ce chapitre. Les sociétés de fabrication sous contrôle étranger ont été responsables de 56 % de ces bénéfices d'exploitation.

Venaient loin derrière, au deuxième rang, les activités bancaires et les coopératives de crédit, qui ont généré près de 21 milliards de dollars en bénéfices d'exploitation. Dans ce cas, les entreprises sous contrôle canadien ont été responsables de la grande majorité (94 %) du total des bénéfices.

Dans les branches de l'extraction de pétrole et de gaz et de l'extraction de charbon, les sociétés ont enregistré 19 milliards de dollars de bénéfices, 55 % de cette somme ayant été le fait d'entreprises sous contrôle canadien.

Au fil du temps, les marges bénéficiaires du secteur de la finance et des assurances ont constamment été plus élevées que celles du secteur non financier. C'est dans la branche des intermédiaires de crédit autres que de dépôts que les marges bénéficiaires sont les plus élevées.

## Introduction

Chaque année, Statistique Canada produit des statistiques sur le contrôle étranger, conformément à la *Loi sur les déclarations des personnes morales*. L'intérêt à l'égard du contrôle étranger ne se limite pas aux niveaux actuels, mais englobe aussi l'évolution du contrôle. Le présent rapport s'intéresse à ces deux aspects. Les niveaux actuels de contrôle étranger y sont indiqués, de même que les tendances émergentes. Dans le présent rapport, le contrôle étranger est mesuré selon la part de l'actif et des revenus d'exploitation, pour toutes les sociétés qui ont des activités au Canada et qui sont contrôlées par des intérêts étrangers.

Les mesures du contrôle étranger fondées sur l'actif fournissent une perspective à plus long terme, et elles rendent compte de l'évolution plus lente au fil du temps des décisions économiques et des conditions du marché. Les mesures fondées sur les revenus ont tendance à rendre compte de la situation actuelle des entreprises, et sont par conséquent plus volatiles que les mesures fondées sur l'actif. Les deux revêtent un intérêt et ont été incluses dans le présent rapport.

Le rapport se divise en quatre sections. La première section comprend un examen de la portée du contrôle étranger au sein de l'économie canadienne. Elle comprend en outre une comparaison avec la situation qui a prévalu au cours des dix dernières années, et fait état des changements dans les tendances. Elle comporte enfin un examen des pays qui exercent ce contrôle.

La deuxième section porte sur la situation du contrôle étranger dans le secteur non financier, tandis que la troisième examine le contrôle étranger dans le secteur de la finance et des assurances. Dans les deux sections, le contrôle étranger est décrit au niveau plus détaillé de la branche d'activité. Une analyse de l'ensemble d'un secteur et de toutes les branches qui le composent est effectuée pour les 24 secteurs compris dans le SCIAN. Du fait du passage récent de la CTI-C au SCIAN, le rapport ne comporte pas de perspective historique à ce niveau de détail.

La quatrième section explore les rapports entre le contrôle étranger et le rendement économique, celui-ci étant mesuré par les bénéfices d'exploitation et les marges bénéficiaires.

## Section I – Toutes les branches d'activité

### Contrôle étranger des entreprises qui opèrent au Canada

#### Année 2000

La croissance économique est demeurée forte au Canada en 2000, même si l'expansion qui a caractérisé la dernière moitié des années 90 a montré un certain essoufflement. La plupart des branches ont connu une croissance constante, mais non prononcée, tout au long de l'année. Même si les gains du point de vue de la production et de l'emploi ont marqué un temps d'arrêt, les investissements et les bénéfices des entreprises ont augmenté. En dépit du ralentissement apparent à la fin de l'année, l'économie est demeurée vigoureuse.

Dans ce contexte, l'actif et les revenus d'exploitation des sociétés ayant des activités au Canada ont connu une croissance soutenue entre 1999 et 2000. À la fin de 2000, l'actif des sociétés était évalué à 3 982 milliards de dollars, en hausse de 9 % par rapport à l'année précédente (tableau 1.1). Les augmentations en pourcentage de la valeur de l'actif ont été plus fortes pour les sociétés sous contrôle canadien que pour les sociétés sous contrôle étranger. Alors que les sociétés sous contrôle canadien ont connu une hausse de 11 %, les sociétés sous contrôle étranger n'ont progressé que de 2 %. La faible croissance des sociétés sous contrôle étranger découle des fusions et des acquisitions, ainsi que de la démutualisation dans le secteur de la finance et des assurances.<sup>1</sup> Du point de vue de la proportion relative du total de l'actif des sociétés, la part sous contrôle étranger a reculé légèrement, passant de 22 % en 1999 à 20 % en 2000 (graphique 1.1).

Le total des revenus d'exploitation des sociétés a connu une croissance vigoureuse en 2000, faisant un bond de 13 %, pour atteindre 2 316 milliards de dollars. Les sociétés sous contrôle étranger et sous contrôle canadien ont connu des taux de croissance similaires, avec un léger avantage pour celles sous contrôle étranger, à 16 %, comparativement à 12 % pour les sociétés sous contrôle canadien. En ce qui a trait à la proportion relative du total des revenus d'exploitation des sociétés, les sociétés sous contrôle étranger ont été responsables de 30 % en 2000, soit 704 milliards de dollars, comparativement à 70 %, ou 1 612 milliards de dollars pour les sociétés sous contrôle canadien. Depuis 1995, la part des revenus d'exploitation des sociétés sous contrôle étranger a été relativement constante.

#### Dix dernières années

Au cours de la période de dix ans qui a pris fin en 2000, la valeur de l'actif des sociétés au Canada a augmenté de 80 %. L'actif, qui se situait à 2 211 milliards de dollars en 1991, a atteint un peu moins de 4 000 milliards de dollars en 2000 (tableau 1.1).

Les sociétés sous contrôle canadien, qui détiennent la majorité de l'actif, ont vu celui-ci augmenter de 81 %, à 3 172 milliards de dollars en 2000. L'augmentation de l'actif des sociétés sous contrôle étranger a suivi de près, à 77 %, même si les niveaux étaient beaucoup plus faibles.

<sup>1</sup> Des explications plus détaillées à ce sujet figurent dans la section du rapport concernant le secteur de la finance et des assurances.

Tableau 1.1

#### Actif et revenus d'exploitation selon le pays de contrôle (1991-2000) Toutes les branches d'activité

Année	Actif			Revenus d'exploitation		
	Contrôle canadien	Contrôle étranger	Total	Contrôle canadien	Contrôle étranger	Total
	milliards de dollars			milliards de dollars		
1991	1 754	457	2 211	900	319	1 219
1992	1 783	467	2 250	865	323	1 188
1993	1 899	493	2 393	913	356	1 269
1994	2 023	523	2 545	965	402	1 367
1995	2 076	567	2 643	1 038	448	1 486
1996	2 275	631	2 906	1 099	490	1 589
1997	2 412	668	3 079	1 190	520	1 710
1998	2 540	744	3 284	1 192	553	1 746
1999	2 846	794	3 640	1 439	605	2 044
2000	3 172	810	3 982	1 612	704	2 316

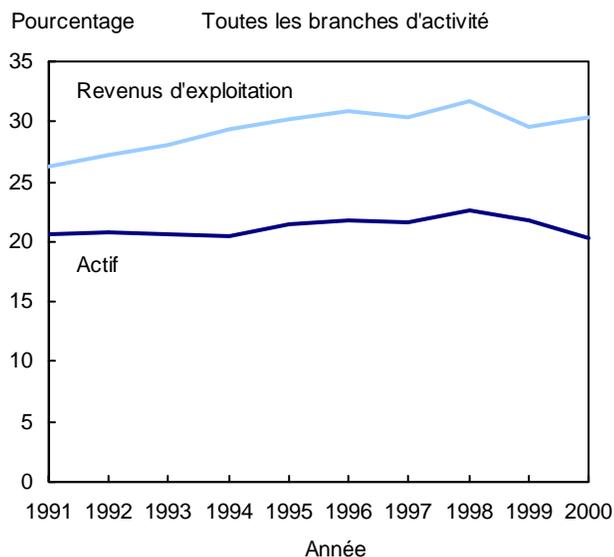
Les revenus d'exploitation ont aussi augmenté de façon substantielle au cours des années 90. Les revenus d'exploitation, qui s'établissaient à 2 316 milliards de dollars en 2000, ont progressé de 90 % entre 1991 et 2000. La croissance a été plus forte dans le cas des sociétés sous contrôle étranger que dans le cas des sociétés sous contrôle canadien. Les revenus d'exploitation des sociétés sous contrôle étranger ont plus que doublé, avec une hausse de 120 % au cours de la période de dix ans, comparativement à 79 % pour les sociétés sous contrôle canadien.

### Contrôle étranger

Tout au long des années 90, la part de l'actif sous contrôle étranger est demeurée relativement stable, oscillant entre 20 % et 23 % (graphique 1.1). Alors qu'elle se situait un peu en deçà de 21 % en 1991, elle a atteint 23 % en 1998, avant de retomber à 20 % en 2000. L'année 2000 a marqué la deuxième baisse consécutive, la proportion étant revenue au niveau où elle se situait au début de la décennie.

La situation a été légèrement différente dans le cas des revenus d'exploitation. La part sous contrôle étranger, qui représentait 26 % du total des revenus d'exploitation en 1991, a augmenté de façon constante tout au long des années 90, atteignant un sommet de 32 % en 1998, avant de retomber à 30 % en 1999 et 2000. Une hausse de quatre points a été enregistrée au cours de la décennie.

**Graphique 1.1**  
Part sous contrôle étranger de l'actif et des revenus d'exploitation (1991-2000)

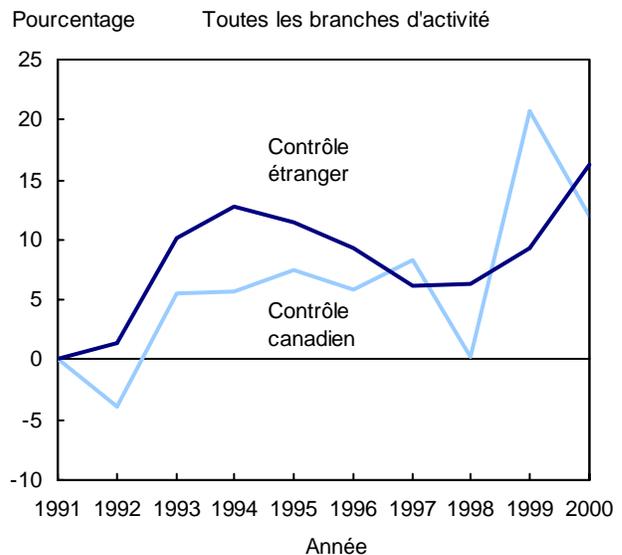


Au début des années 90, les revenus d'exploitation sous contrôle étranger ont augmenté à un rythme plus rapide que ceux sous contrôle canadien. La récession de 1990 à 1992 a signifié de faibles taux de croissance des revenus d'exploitation, tant pour les sociétés sous contrôle étranger que pour les sociétés sous contrôle canadien. En fait, les revenus d'exploitation ont diminué pour les sociétés sous

contrôle canadien entre 1991 et 1992 (graphique 1.2). Les taux de croissance des revenus sous contrôle canadien ont tiré de l'arrière par rapport aux taux de croissance des revenus sous contrôle étranger jusqu'en 1997. Les sociétés sous contrôle canadien, qui sont généralement plus petites, semblent avoir ressenti davantage les effets de la récession de 1990 à 1992 que leurs homologues sous contrôle étranger. Elles semblent aussi avoir pris plus de temps à récupérer.

Lorsque la récession a pris fin, les taux de croissance des revenus ont fait un bond, tant pour les sociétés sous contrôle canadien que pour celles sous contrôle étranger. En 1994, lorsque la reprise s'est amorcée, les taux de croissance des revenus se sont stabilisés. Des taux de croissance annuels de 5 à 12 % ont été enregistrés pour les sociétés sous contrôle étranger jusqu'en 1999. Des taux de croissance similaires, bien que légèrement plus faibles, ont été notés pour les sociétés sous contrôle canadien, sauf en 1998. La baisse des prix dans les branches de l'énergie, ainsi que dans celle du bois et du papier, par suite des déboires financiers et de la récession économique en Asie en 1998, a contribué à la faible croissance des revenus d'exploitation des sociétés sous contrôle canadien cette année-là. En 2000, toutefois, les taux de croissance annuels des revenus, tant pour les sociétés sous contrôle canadien que pour celles sous contrôle étranger, ont augmenté à plus de 10 %.

**Graphique 1.2**  
Écart dans les revenus d'exploitation selon le pays de contrôle (1991-2000)



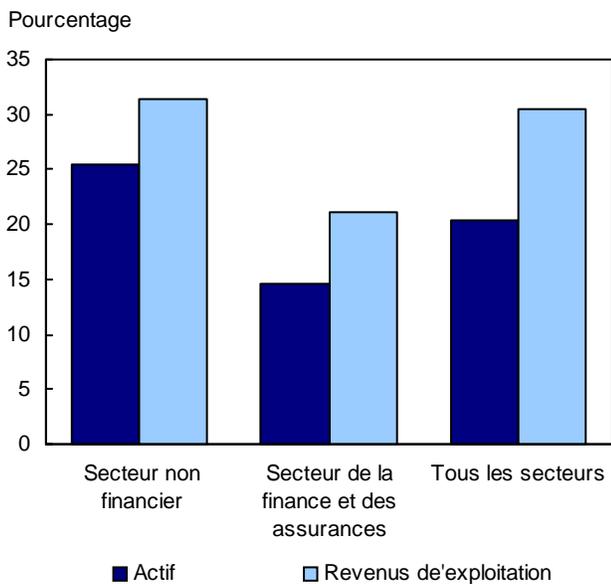
### Secteur non financier par rapport au secteur de la finance et des assurances

Les branches d'activité se répartissent généralement entre le secteur de la finance et des assurances et le secteur non financier. Le secteur de la finance et des assurances comprend les intermédiaires de dépôts (banques à charte et coopératives de crédit), les intermédiaires de crédit autres que de dépôts (sociétés de crédit et de financement de la

consommation), les sociétés d'assurance et les autres intermédiaires financiers. Les branches non mentionnées appartiennent au secteur non financier. Étant donné que ces deux secteurs diffèrent, on peut s'attendre à des différences quant à leurs niveaux de contrôle étranger.

Dans l'ensemble, les sociétés sous contrôle étranger ont représenté 30 % du total des revenus d'exploitation et 20 % de l'actif total en 2000 (graphique 1.3). Au niveau du secteur, le contrôle étranger a été plus grand pour le secteur non financier que pour le secteur de la finance et des assurances. La part sous contrôle étranger de l'actif et des revenus d'exploitation est plus élevée de dix points dans le secteur non financier que dans le secteur de la finance et des assurances. Ce dernier, qui est dominé par les banques à charte canadiennes, comporte des niveaux plus faibles de contrôle étranger, du fait principalement de la réglementation gouvernementale qui restreint le contrôle étranger dans le secteur bancaire au Canada.

**Graphique 1.3**  
Part sous contrôle étranger de l'actif et des revenus d'exploitation, 2000

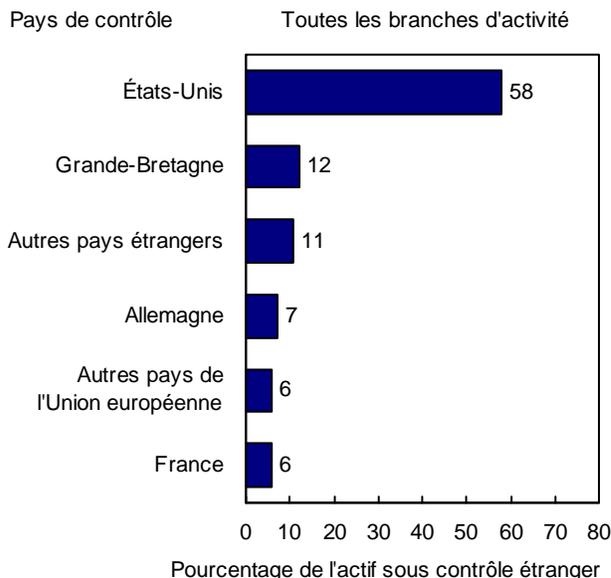


### Les États-Unis continuent de dominer

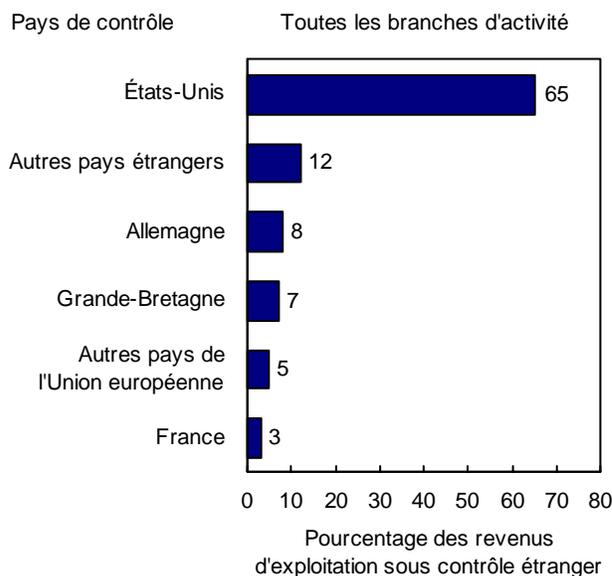
Parmi les entreprises sous contrôle étranger qui ont des activités au Canada, les États-Unis continuent de dominer. Les sociétés sous contrôle américain possèdent la proportion la plus importante de l'actif avec 58 % en 2000 (graphique 1.4). Cela n'est pas surprenant compte tenu des rapports commerciaux qui existent entre le Canada et les États-Unis, rapports qui ont pris encore plus d'importance depuis les années 90, du fait des accords de libre-échange. Les États-Unis se situent loin devant la Grande-Bretagne, qui arrive au deuxième rang parmi les pays, avec 12 %, suivie par l'Allemagne et la France, à 7 et 6 % respectivement.

La tendance est la même pour les revenus d'exploitation. Les deux tiers de tous les revenus d'exploitation des sociétés sous contrôle étranger étaient attribuables aux entreprises sous contrôle américain en 2000 (graphique 1.5). Parmi les divers pays, l'Allemagne et la Grande-Bretagne suivaient, avec 8 % et 7 % respectivement.

**Graphique 1.4**  
Part sous contrôle étranger de l'actif selon le pays de contrôle, 2000



**Graphique 1.5**  
Part sous contrôle étranger des revenus d'exploitation selon le pays de contrôle, 2000



## Section II – Secteur non financier

### Contrôle étranger des entreprises qui opèrent au Canada

#### Année 2000

Le secteur non financier<sup>2</sup> détenait 52 % du total de l'actif des sociétés au Canada en 2000, soit 2 074 milliards de dollars sur un total de 3 982 milliards de dollars. Le contrôle étranger de l'actif canadien est concentré dans ce secteur et a représenté 65 % de l'ensemble de l'actif des sociétés sous contrôle étranger au Canada. Par ailleurs, le quart de l'actif de ce secteur est sous contrôle étranger (tableau 2.1).

La majorité des revenus d'exploitation de sociétés ayant des activités au Canada est provenue de sociétés dans ce secteur. Les sociétés ayant des activités dans ce secteur ont généré 90 % du total des revenus d'exploitation et 93 % des revenus d'exploitation sous contrôle étranger. Dans le secteur non financier proprement dit, le tiers des revenus d'exploitation est provenue de sociétés sous contrôle étranger.

Le total des revenus d'exploitation et le total de l'actif ont augmenté de 14 % dans ce secteur par rapport à 1999. Une partie de cette croissance est due en partie à l'expansion naturelle des entreprises au fil du temps, et en partie aux fusions et aux acquisitions. Entre 1999 et 2000, les investissements dans des sociétés affiliées ont augmenté d'environ 30 % dans le secteur non financier. Cette hausse des investissements dans des sociétés affiliées, qui donne une idée approximative des fusions et des acquisitions, laisse supposer que celles-ci ont été importantes en 2000. Toutefois, même si elles jouent un rôle important au sein de l'économie, les fusions et les acquisitions ont toujours eu des répercussions relativement mineures sur les changements touchant le contrôle étranger. L'expérience du passé a démontré que les augmentations de la part de l'actif étranger sont principalement dues à la croissance organique des sociétés sous contrôle étranger qui ont déjà des activités au Canada, plutôt qu'aux fusions et aux acquisitions (Guèvremont, 2001). Cela vient du fait que les activités de fusion et d'acquisition des entreprises étrangères au cours de la période à l'étude (fin des années 90) ont été le fait d'autres entreprises étrangères, ce

Tableau 2.1

#### Actif et revenus d'exploitation par pays de contrôle (1999-2000) Secteur non financier

	1999		2000		Variation d'une année à l'autre %
	milliards de \$	part en %	milliards de \$	part en %	
<b>Actif</b>					
Contrôle canadien	1 356	75	1 545	74	14
Contrôle étranger	460	25	529	26	15
Total	1 816	100	2 074	100	14
<b>Revenus d'exploitation</b>					
Contrôle canadien	1 284	70	1 429	69	11
Contrôle étranger	552	30	655	31	19
Total	1 836	100	2 084	100	14

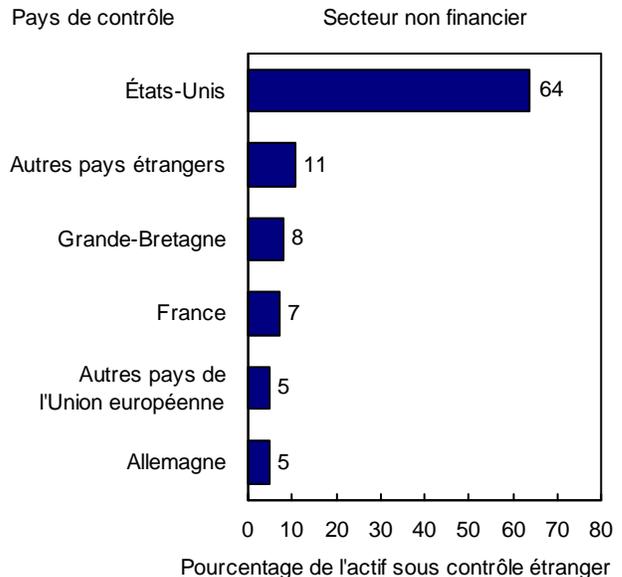
qui n'a par conséquent pas eu d'effet sur les parts de contrôle étranger. Cela laisse supposer que la croissance organique des sociétés existantes contribue probablement davantage à la croissance globale.

#### Contrôle étranger

Les entreprises sous contrôle étranger ont représenté 26 % de l'actif et 31 % des revenus d'exploitation du secteur (tableau 2.1). Parmi les intérêts étrangers, les États-Unis continuent d'être le joueur le plus important, détenant près des deux tiers de l'actif sous contrôle étranger du secteur (graphique 2.1). Parmi les différents pays, la Grande-Bretagne et la France venaient derrière, avec 8 % et 7 % respectivement de la part sous contrôle étranger de l'actif du secteur.

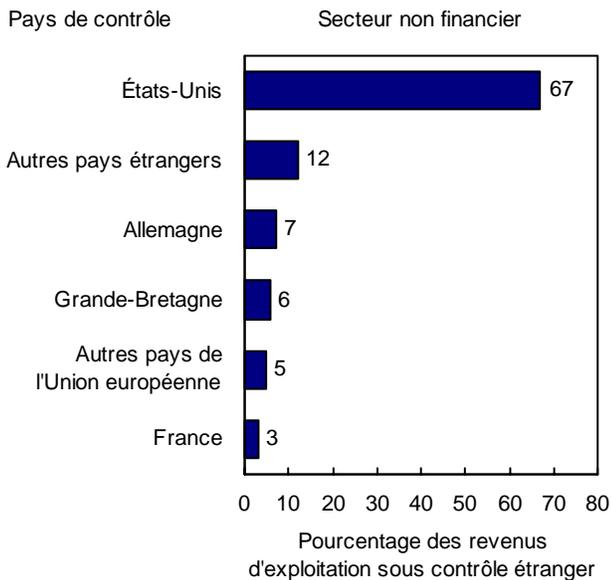
Graphique 2.1

#### Part sous contrôle étranger de l'actif selon le pays de contrôle, 2000



<sup>2</sup> Les branches d'activité sont réparties entre le secteur non financier et le secteur de la finance et des assurances. Le secteur de la finance ou des assurances comprend les intermédiaires de dépôts (banques à charte et coopératives de crédit), les intermédiaires de crédit autres que de dépôts (sociétés de crédit et de financement de la consommation), les sociétés d'assurance et les autres intermédiaires financiers. Toutes les autres branches d'activité appartiennent au secteur non financier.

**Graphique 2.2**  
**Part sous contrôle étranger des revenus**  
**d'exploitation selon le pays de contrôle, 2000**



Les sociétés sous contrôle américain ont été responsables de 67 % des revenus d'exploitation sous contrôle étranger dans le secteur non financier (graphique 2.2). L'Allemagne et la Grande-Bretagne ont représenté ensemble 13 %, tandis que les pays étrangers autres que les États-Unis et les pays de l'Union européenne ont été responsables d'une autre proportion de 12 % des revenus.

Cette forte présence américaine n'est pas surprenante. Les États-Unis, qui sont notre principal partenaire commercial, représentent le premier marché pour les exportations canadiennes et jouent un rôle clé quant aux investissements directs étrangers dans des entreprises canadiennes. Les échanges et les investissements entre les deux pays devraient continuer d'augmenter, du fait de la plus grande intégration économique découlant des accords de libre-échange.

### Part selon la branche d'activité

Les tableaux 2.2 et 2.3 présentent l'actif et les revenus d'exploitation sous contrôle canadien et contrôle étranger pour chaque branche d'activité du secteur non financier. Les branches sont classées en ordre décroissant de taille à l'intérieur du secteur. Dans le graphique 2.3, les branches sont classées en ordre décroissant de l'actif tandis que le graphique 2.4 présente un classement similaire pour les revenus d'exploitation.

Outre qu'il s'agit de la branche la plus importante du point de vue de l'actif total, la fabrication mène aussi en ce qui a trait à la part de son actif sous contrôle étranger. En 2000, 45 %, ou 266 milliards de dollars, de l'actif de la branche de la fabrication étaient sous contrôle étranger. La valeur de l'actif de la fabrication sous contrôle étranger était quatre fois plus élevée que celle de la branche de l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon. La branche de l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon, qui vient au cinquième rang du point de vue de l'actif total, arrive au deuxième rang en ce qui a trait au contrôle étranger, 42 % de leur actif appartenant à des sociétés étrangères. Le commerce de gros était le quatrième en importance pour ce qui est de la taille et venait au troisième rang, avec 38 % de son actif sous contrôle étranger (tableau 2.2). La deuxième branche en importance dans le secteur, celle des services immobiliers et des services de location et de location à bail, venait au huitième rang en ce qui a trait au contrôle étranger parmi les dix-huit branches du secteur.

Même si la fabrication était la première en importance dans le secteur non financier du point de vue des revenus d'exploitation, elle venait après l'extraction de pétrole et de gaz et l'extraction de charbon en ce qui a trait à la part de ses revenus d'exploitation sous contrôle étranger. Néanmoins, avec 329 milliards de dollars, la fabrication détenait la valeur la plus importante des revenus d'exploitation sous contrôle étranger du secteur. Le commerce de gros se démarquait aussi dans le secteur, 127 milliards de dollars de leurs revenus d'exploitation découlait d'entreprises sous contrôle étranger. L'extraction de pétrole, de gaz et de charbon venait au huitième rang en importance, et 41 milliards de dollars de leurs revenus d'exploitation étaient sous contrôle étranger. Le niveau élevé de contrôle étranger dans les branches de l'extraction de pétrole et de gaz et de la fabrication s'explique par les restrictions minimales qui sont imposées quant au contrôle étranger de ces branches, ainsi que du rôle de premier plan joué par les grandes entreprises multinationales.

Même si les services publics n'avaient que 3 % de leur actif sous contrôle étranger, celui-ci a produit des revenus d'exploitation en hausse de 32 milliards de dollars, suffisamment pour qu'ils occupent la troisième place du point de vue de sa part des revenus d'exploitation sous contrôle étranger. Les entreprises des services publics sous contrôle étranger se spécialisent principalement dans les activités commerciales et de marketing. En tant qu'agents et courtiers, ils ne sont pas propriétaires de l'actif. Ainsi, ils produisent des revenus d'exploitation importants à partir d'un actif relativement modeste.

Tableau 2.2

**Actif par pays de contrôle selon la branche d'activité, 2000**  
**Secteur non financier**

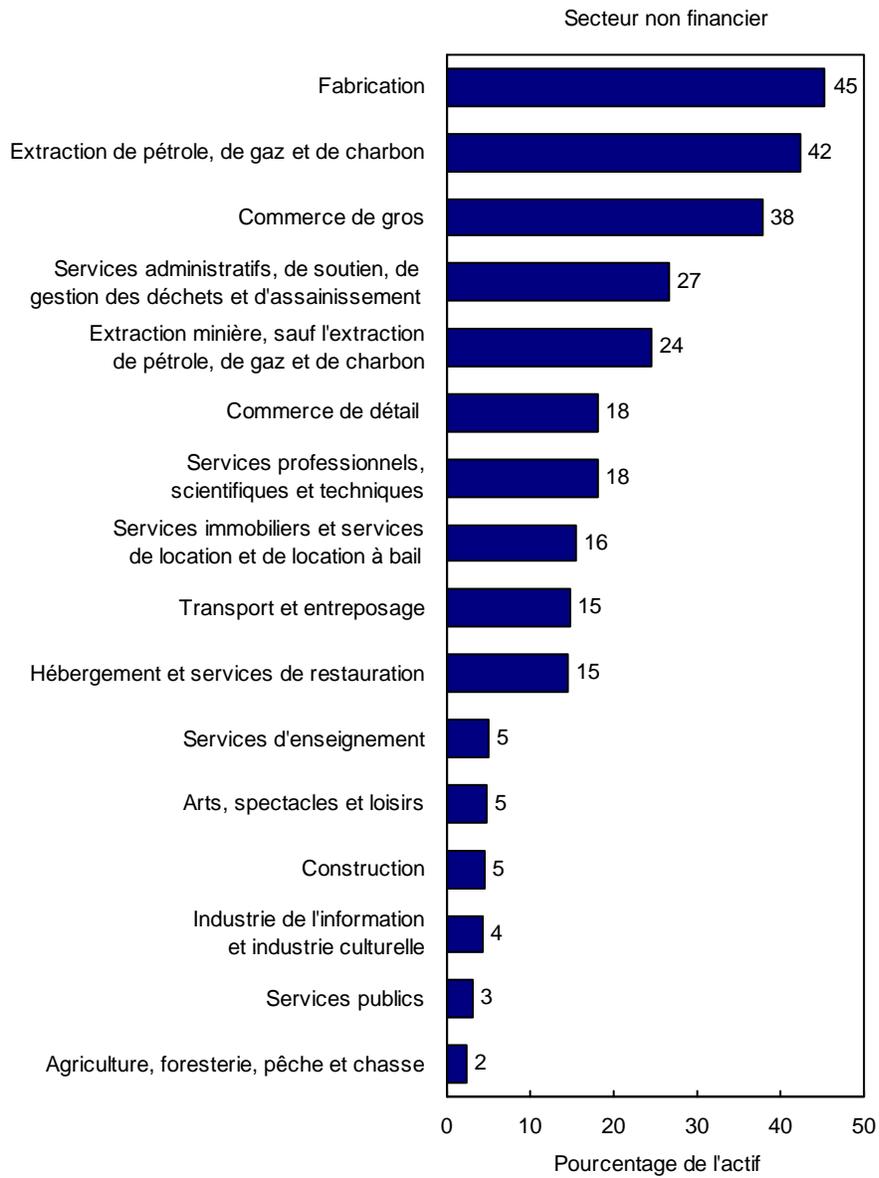
Branche d'activité	Contrôle étranger	Contrôle canadien	Total	Contrôle étranger en %
		millions de \$		Pourcentage
Fabrication	266 390	323 091	589 481	45
Services immobiliers et services de location et de location à bail	28 692	155 398	184 090	16
Services publics	5 578	173 192	178 770	3
Commerce de gros	60 608	99 726	160 334	38
Extraction de pétrole, de gaz et de charbon	67 102	90 941	158 043	42
Industrie de l'information et industrie culturelle	6 585	148 531	155 116	4
Transport et entreposage	17 253	100 452	117 705	15
Commerce de détail	20 127	90 558	110 685	18
Construction	4 204	86 667	90 871	5
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon	20 218	62 621	82 839	24
Services professionnels, scientifiques et techniques	13 241	59 612	72 853	18
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1 065	44 841	45 906	2
Hébergement et services de restauration	4 988	29 104	34 092	15
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	8 419	23 096	31 515	27
Autres services, sauf les administrations publiques	F	22 654	26 051	F
Soins de santé et assistance sociale	F	17 686	18 253	F
Arts, spectacles et loisirs	729	14 589	15 318	5
Services d'enseignement	141	2 340	2 481	6
<b>Total des branches d'activité non financières</b>	<b>529 301</b>	<b>1 545 097</b>	<b>2 074 398</b>	<b>26</b>

Tableau 2.3

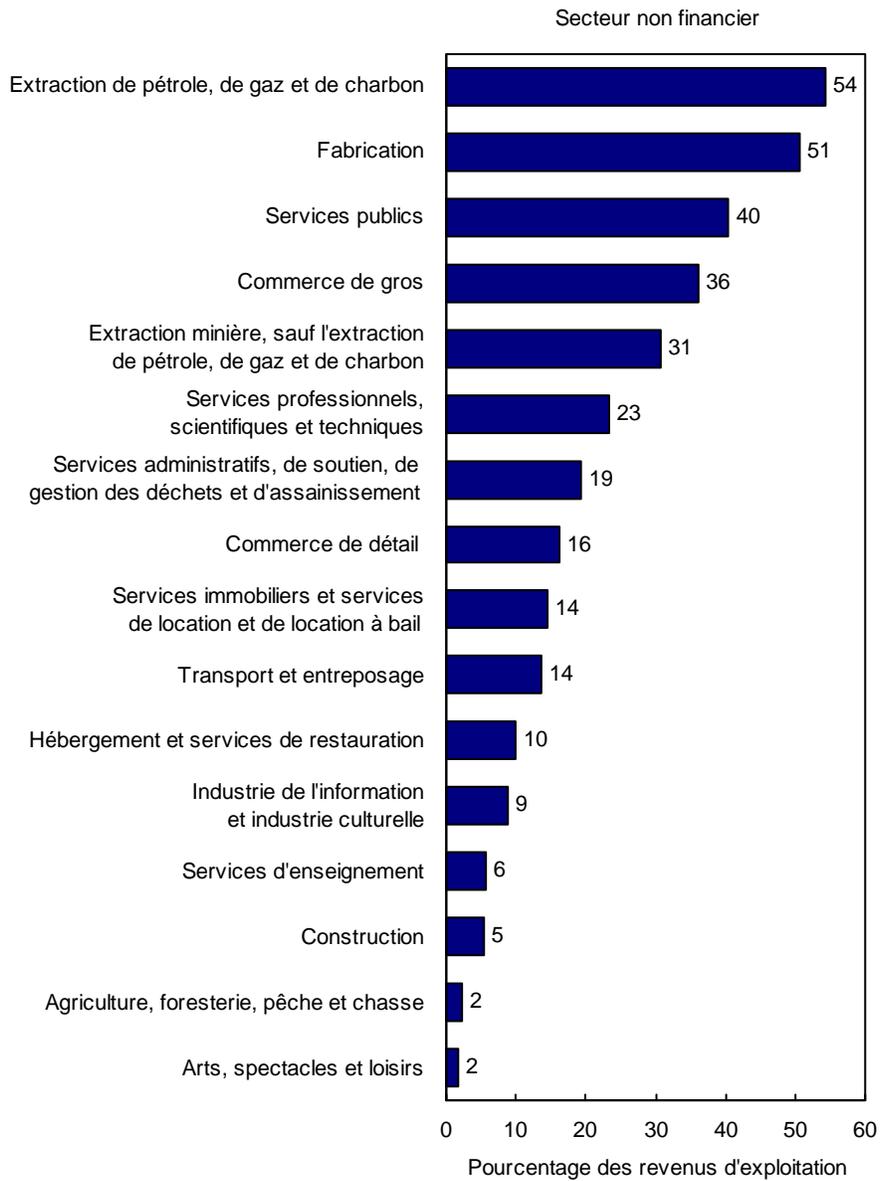
**Revenus d'exploitation par pays de contrôle selon la branche d'activité, 2000**  
**Secteur non financier**

Branche d'activité	Contrôle étranger	Contrôle canadien	Total	Contrôle étranger en %
		millions de \$		Pourcentage
Fabrication	329 158	319 422	648 580	51
Commerce de gros	126 862	223 404	350 266	36
Commerce de détail	48 420	250 528	298 948	16
Construction	6 573	114 406	120 979	5
Transport et entreposage	12 819	81 686	94 505	14
Services publics	32 156	47 264	79 420	40
Services professionnels, scientifiques et techniques	17 492	57 964	75 456	23
Extraction de pétrole, de gaz et de charbon	40 629	34 068	74 697	54
Industrie de l'information et industrie culturelle	5 814	60 265	66 079	9
Services immobiliers et services de location et de location à bail	7 189	42 823	50 012	14
Hébergement et services de restauration	4 372	39 094	43 466	10
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	8 166	33 891	42 057	19
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	800	32 842	33 642	2
Autres services, sauf les administrations publiques	F	26 808	31 754	F
Arts, spectacles et loisirs	471	25 829	26 300	2
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon	7 999	18 098	26 097	31
Soins de santé et assistance sociale	F	17 000	17 475	F
Services d'enseignement	219	3 680	3 899	6
<b>Total des branches d'activité non financières</b>	<b>654 558</b>	<b>1 429 071</b>	<b>2 083 629</b>	<b>31</b>

**Graphique 2.3**  
**Part sous contrôle étranger de l'actif selon la branche d'activité, 2000**



**Graphique 2.4**  
**Part sous contrôle étranger des revenus d'exploitation selon la branche d'activité, 2000**



## Section III – Secteur de la finance et des assurances

### Contrôle étranger des entreprises qui opèrent au Canada

#### Année 2000

En 2000, le total de l'actif du secteur de la finance et des assurances a augmenté de 5 %, pour atteindre 1 907 milliards de dollars, tandis que les revenus d'exploitation ont progressé de 12 %, à 232 milliards de dollars (tableau 3.1). À la fin de 2000, les entreprises sous contrôle étranger détenaient 15 % de l'actif et avaient produit 21 % des revenus d'exploitation de ce secteur.

Entre 1999 et 2000, la part sous contrôle étranger de l'actif dans le secteur de la finance et des assurances a connu un léger recul, étant passée de 18 % en 1999 à 15 % en 2000. Parallèlement, la part sous contrôle étranger des revenus d'exploitation du secteur a diminué, passant de 25 % du total en 1999 à 21 % en 2000. Les fusions et les acquisitions dans le secteur bancaire au Canada, ainsi que la démutualisation des sociétés d'assurance, ont joué un rôle de premier plan quant à cette baisse.

La démutualisation est un processus grâce auquel les souscripteurs admissibles peuvent obtenir les attributs associés à la propriété relativement à une société mutuelle. Cela a pour effet de transformer la société mutuelle en société par actions. Dans les cas où la société mutuelle était sous contrôle étranger à l'origine, ce processus a donné lieu à un changement de contrôle, les souscripteurs étant généralement canadiens. Il s'agit là de l'un des facteurs qui a contribué à la baisse du contrôle étranger dans le secteur en 2000.

#### Contrôle étranger

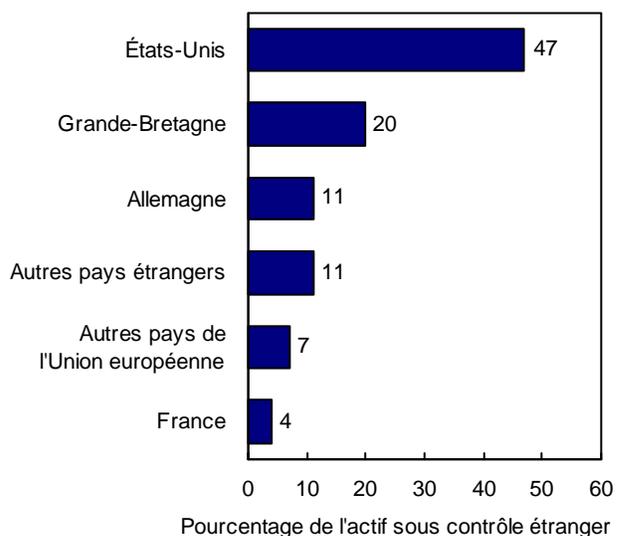
Même si elles se trouvent dans un secteur dominé par les sociétés sous contrôle canadien, les sociétés sous contrôle étranger ont néanmoins totalisé un actif de 280 milliards de dollars en 2000. La proportion détenue par les États-Unis et

par les pays de l'Union européenne, qui était à peu près équivalente, a constitué la majorité de l'actif et des revenus d'exploitation sous contrôle étranger. En 2000, les entreprises sous contrôle américain détenaient 47 % de l'actif, comparativement à 42 % pour les pays de l'Union européenne (graphique 3.1). Parmi les pays de l'Union européenne, la Grande-Bretagne venait en tête détenant la moitié du total des actifs.

La tendance a été la même pour les revenus d'exploitation. Les sociétés sous contrôle américain ont été responsables de 24 milliards de dollars des revenus d'exploitation en 2000, soit 48 % de la part sous contrôle étranger des revenus d'exploitation du secteur de la finance et des assurances. Les pays de l'Union européenne suivaient de près, avec 45 %, la Grande-Bretagne venant au premier rang, avec presque la moitié de la contribution des pays de l'Union européenne.

**Graphique 3.1**  
Part sous contrôle étranger de l'actif selon le pays de contrôle, 2000

Pays de contrôle      Secteur de la finance et des assurances

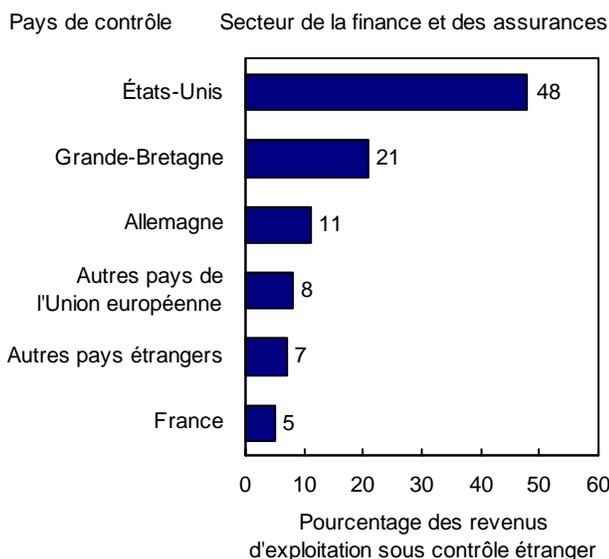


**Tableau 3.1**

#### Actif et revenus d'exploitation selon le pays de contrôle (1999-2000) Secteur de la finance et des assurances

	1999		2000		Variation d'une année à l'autre %
	milliards de \$	part en %	milliards de \$	part en %	
<b>Actif</b>					
Contrôle canadien	1 490	82	1 627	85	9
Contrôle étranger	334	18	280	15	-16
Total	1 824	100	1 907	100	5
<b>Revenus d'exploitation</b>					
Contrôle canadien	155	75	183	79	18
Contrôle étranger	53	25	49	21	-8
Total	208	100	232	100	12

**Graphique 3.2**  
**Part sous contrôle étranger des revenus**  
**d'exploitation selon le pays de contrôle, 2000**



**Tableau 3.2**  
**Actif par pays de contrôle selon la branche d'activité, 2000**  
**Secteur de la finance et des assurances**

Branche d'activité	Contrôle étranger	Contrôle canadien	Total	Contrôle étranger en %
				Pourcentage
		millions de \$		
Intermédiation de dépôt et de crédit	93 217	1 231 038	1 324 255	7
Sociétés d'assurance	79 158	181 768	260 926	30
Autres intermédiaires financiers	26 964	140 126	167 090	16
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	81 146	74 075	155 221	52
<b>Total pour le secteur de la finance et des assurances</b>	<b>280 484</b>	<b>1 627 006</b>	<b>1 907 490</b>	<b>15</b>

**Tableau 3.3**  
**Revenus d'exploitation par pays de contrôle selon la branche d'activité, 2000**  
**Secteur de la finance et des assurances**

Branche d'activité	Contrôle étranger	Contrôle canadien	Total	Contrôle étranger en %
				Pourcentage
		millions de \$		
Intermédiation de dépôt et de crédit	7 987	90 577	98 564	8
Sociétés d'assurance	22 443	44 865	67 308	33
Autres intermédiaires financiers	8 017	38 824	46 841	17
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	10 421	8 741	19 162	54
<b>Total pour le secteur de la finance et des assurances</b>	<b>48 868</b>	<b>183 007</b>	<b>231 875</b>	<b>21</b>

L'Allemagne venait ensuite, avec le quart de la contribution des pays de l'Union européenne.

### Part selon la branche d'activité

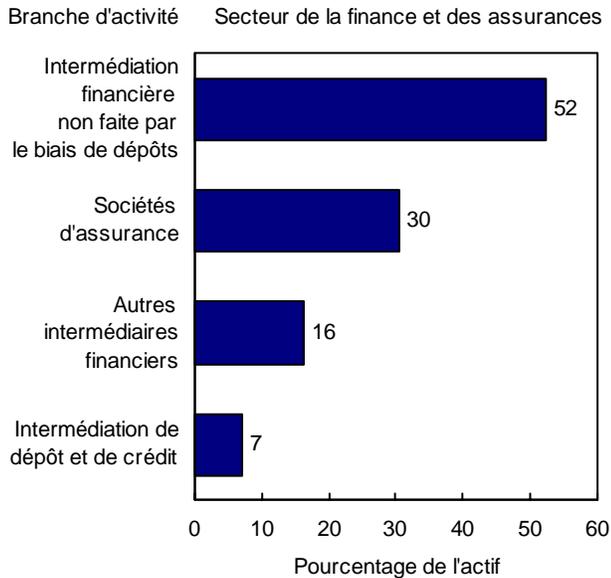
Le secteur de la finance et des assurances est dominé par les intermédiaires de dépôts (banques à charte et coopératives de crédit). Les intermédiaires de dépôts et de crédit ont été responsables de 1 324 milliards de dollars, soit 70 % de l'actif du secteur (tableau 3.2), et de 99 milliards de dollars, ou 43 % des revenus d'exploitation (tableau 3.3). Les autres branches du secteur comprennent les intermédiaires de crédit autres que de dépôts, les sociétés d'assurance et les autres intermédiaires financiers. Les sociétés d'assurance venaient loin derrière les activités bancaires, avec seulement 14 % de l'actif du secteur, comparativement à 70 % pour les activités bancaires. En ce qui a trait aux revenus d'exploitation, les sociétés d'assurance ont augmenté leur contribution, ayant été responsables de 29 % des revenus d'exploitation du secteur.

La part de l'actif du secteur détenu par des intérêts étrangers n'était que de 15 % en 2000 (tableau 3.2). Cela est principalement dû à la réglementation qui régit le contrôle étranger dans les activités bancaires, lesquelles jouent un rôle de premier plan dans le secteur, ce qui fait que seulement 7 % de leur actif (tableau 3.2, graphique 3.3) et 8 % de leurs revenus d'exploitation (tableau 3.3, graphique 3.4) sont sous contrôle étranger.

Les Canadiens étaient aussi les principaux détenteurs de l'actif des autres intermédiaires financiers en 2000, seulement 16 % de celui-ci étant détenu par des intérêts étrangers. Le contrôle étranger était plus important dans les assurances, soit 30 % de l'actif. Les intermédiaires de crédit autres que de dépôts, qui sont l'intervenant le moins important du secteur, affichaient le niveau le plus élevé de contrôle étranger.

Un peu plus de la moitié des 155 milliards de dollars d'actif de cette branche était sous contrôle étranger en 2000. Les intermédiaires de crédit autres que de dépôts, qui sont constitués des sociétés de crédit, de financement des ventes au détail et de financement de la consommation, enregistrent des niveaux plus élevés de contrôle étranger du fait de la réglementation moins grande à laquelle ils sont assujettis.

**Graphique 3.3**  
Part sous contrôle étranger de l'actif selon la branche d'activité, 2000



**Graphique 3.4**  
Part sous contrôle étranger des revenus d'exploitation selon la branche d'activité, 2000



## Section IV – Rendement économique

### Contrôle étranger des entreprises qui opèrent au Canada

#### Année 2000

En 2000, les bénéfices d'exploitation des entreprises<sup>3</sup> ayant des activités au Canada ont augmenté de 20 %, pour atteindre 192 milliards de dollars, par suite de la demande accrue de biens et de services (tableau 4.1). Les bénéfices d'exploitation des sociétés sous contrôle canadien ont connu une hausse de 20 %, à 134 milliards de dollars, tandis que les bénéfices d'exploitation des entreprises sous contrôle étranger ont progressé de 21 %, à 58 milliards de dollars, entre 1999 et 2000.

Les branches du secteur non financier ont enregistré une hausse de 23 % de leurs bénéfices d'exploitation entre 1999 et 2000. Leurs 145 milliards de dollars de bénéfices d'exploitation ont représenté les trois quarts des bénéfices d'exploitation des sociétés canadiennes en 2000. Les bénéfices d'exploitation des sociétés sous contrôle canadien ont augmenté de 23 %, pour atteindre 95 milliards de dollars, tandis que les sociétés sous contrôle étranger ont enregistré une hausse similaire de 23 %, à 50 milliards de dollars. Le tiers des bénéfices d'exploitation du secteur non financier est le fait d'entreprises sous contrôle étranger.

Le secteur de la finance et des assurances a enregistré une hausse de 12 % de ses bénéfices d'exploitation entre 1999 et 2000. Les sociétés sous contrôle canadien ont joui d'un léger avantage par rapport aux sociétés sous contrôle étranger, avec une hausse de 12 % de leurs bénéfices d'exploitation, comparativement à 10 % pour les sociétés sous contrôle étranger.

L'augmentation des bénéfices dans le secteur non financier a été principalement alimentée par l'extraction de pétrole et de gaz, la fabrication, les services immobiliers et les services de location. La contribution la plus importante à la croissance des bénéfices dans le secteur de la finance et des assurances est venue des autres intermédiaires financiers, qui comprennent les courtiers en prêts et les autres activités d'investissements financiers. Les détails au niveau de la branche d'activité sont examinés de façon plus approfondie plus loin dans la présente section.

Dans l'ensemble, les marges bénéficiaires<sup>4</sup> des sociétés ayant des activités au Canada ont augmenté légèrement entre 1999 et 2000. Dans toutes les branches d'activité, des marges bénéficiaires de 7,8 % ont été enregistrées en 1999, comparativement à 8,3 % en 2000.

Les marges bénéficiaires du secteur de la finance et des assurances sont généralement plus élevées, au fil du temps, que celles du secteur non financier. En fait, au cours des dix dernières années, le secteur de la finance et des assurances a toujours connu des marges bénéficiaires plus élevées que le secteur non financier (Statistique Canada, 2002). À 20,5 %, les marges bénéficiaires du secteur de la finance et des

assurances sont demeurées inchangées entre 1999 et 2000. Même si aucun changement n'a été observé au niveau agrégé, les marges bénéficiaires des sociétés sous contrôle étranger ont augmenté, tandis que celles des sociétés sous contrôle canadien ont connu une baisse. Les sociétés sous contrôle étranger ont vu leurs marges bénéficiaires faire un bond de 2,7 points, tandis que celles sous contrôle canadien ont connu des baisses de l'ordre de 1,1 point. Néanmoins, les marges bénéficiaires sont demeurées plus élevées pour les sociétés sous contrôle canadien.

Tableau 4.1

#### Rendement économique (1999-2000)

	1999	2000
millions de dollars		
<b>Bénéfices d'exploitation</b>		
Toutes les branches	160 305	192 454
Contrôle canadien	112 107	134 219
Contrôle étranger	48 198	58 235
Secteur non financier	117 683	144 856
Contrôle canadien	77 202	95 107
Contrôle étranger	40 481	49 749
Secteur de la finance et des assurances	42 622	47 599
Contrôle canadien	34 905	39 113
Contrôle étranger	7 717	8 486
pourcentage		
<b>Marge bénéficiaire</b>		
Toutes les branches	7,8	8,3
Contrôle canadien	7,8	8,3
Contrôle étranger	8,0	8,3
Secteur non financier	6,4	7,0
Contrôle canadien	6,0	6,7
Contrôle étranger	7,3	7,6
Secteur de la finance et des assurances	20,5	20,5
Contrôle canadien	22,5	21,4
Contrôle étranger	14,7	17,4

<sup>3</sup> Les bénéfices d'exploitation correspondent à la différence entre les revenus d'exploitation et les dépenses d'exploitation. Il s'agit d'une mesure largement reconnue du rendement économique, étant donné qu'elle tient compte des revenus et des dépenses liés aux activités commerciales principales d'une entreprise. On calcule les bénéfices avant la prise en compte des frais d'intérêts, du revenu de placement, des pertes non récurrentes découlant de la dépréciation d'éléments d'actif, du bénéfice réalisé ou des pertes subies lors de la cession d'éléments d'actif, ainsi que de la charge d'impôts.

<sup>4</sup> Les marges bénéficiaires sont une autre mesure largement utilisée du rendement économique. Les marges bénéficiaires tiennent compte des différences de production économique dans les branches d'activité et correspondent aux bénéfices d'exploitation divisés par les revenus d'exploitation. Dans le présent rapport, les marges bénéficiaires sont calculées au niveau d'agrégation auquel elles sont déclarées. Par exemple, la marge bénéficiaire du secteur non financier est obtenue en divisant la somme des bénéfices pour toutes les branches non financières par la somme des revenus d'exploitation de toutes les branches non financières. Il existe une autre façon de calculer les marges bénéficiaires, à savoir la moyenne des marges bénéficiaires individuelles estimées au niveau à trois ou à quatre chiffres du SCIAN. Même si les deux méthodes produisent des estimations différentes des marges bénéficiaires, les taux de croissance sont similaires.

En 2000, les marges bénéficiaires du secteur non financier ont augmenté de 0,6 point. Alors que les marges bénéficiaires des sociétés sous contrôle étranger ont connu une hausse de 0,3 point, celles des sociétés sous contrôle canadien ont progressé de sept dixièmes de point. Même si les marges bénéficiaires des sociétés sous contrôle canadien sont demeurées plus faibles que celles des entreprises sous contrôle étranger du secteur, l'écart s'est rétréci.

### Niveau de la branche d'activité

À l'intérieur du secteur non financier, les bénéfices d'exploitation ont été les plus élevés dans la branche de la fabrication et dans celles de l'extraction de pétrole et de gaz et de l'extraction de charbon, où l'on a enregistré la part la plus élevée d'actif sous contrôle étranger (tableau 2.2). Les bénéfices d'exploitation ont atteint 52 milliards de dollars pour la fabrication en 2000 (tableau 4.2). Au total, 56 % de ces bénéfices provenaient d'entreprises sous contrôle étranger. Entre 1999 et 2000, la fabrication a enregistré une croissance globale de ses bénéfices de 11 %. Lorsqu'on les examine selon le pays de contrôle, les entreprises sous contrôle canadien du secteur de la fabrication ont connu une croissance de 10 %, tandis que les sociétés sous contrôle étranger ont progressé de 12 %. La fabrication a aussi maintenu sa marge bénéficiaire en 2000, les marges bénéficiaires des sociétés sous contrôle canadien et sous contrôle étranger n'ayant connu que peu de changements. Les marges bénéficiaires des sociétés sous contrôle étranger se situaient à 9 %, comparativement à 7 % pour les sociétés sous contrôle canadien.

L'extraction de pétrole, de gaz et de charbon venait au deuxième rang, avec des bénéfices d'exploitation de 19 milliards de dollars. Cette branche ont vu leurs bénéfices augmenter de façon importante, ceux-ci ayant fait un bond pour passer de 5 milliards de dollars en 1999 à 19 milliards de dollars en 2000. Les augmentations les plus marquées ont été enregistrées par les sociétés sous contrôle canadien, qui ont vu leurs bénéfices sextupler, atteignant 10 milliards de dollars en 2000. Les bénéfices des sociétés sous contrôle étranger ont presque triplé, atteignant 9 milliards de dollars en 2000. Ces augmentations importantes rendent compte des prix élevés des biens et services, qui ont contribué à alimenter une hausse substantielle des revenus d'exploitation et qui ont fait culminer les marges bénéficiaires à 25 % pour la branche. Les marges bénéficiaires se situaient à 30 % pour les sociétés sous contrôle canadien en 2000, comparativement à 21 % pour les sociétés sous contrôle étranger.

Le commerce de gros est une autre branche dont un pourcentage important de l'actif est sous contrôle étranger (38 %). En 2000, ses bénéfices d'exploitation ont atteint 9 milliards de dollars, dont 57 % ont été le fait de sociétés sous contrôle canadien. Les marges bénéficiaires ont été similaires pour les sociétés sous contrôle étranger et pour les sociétés sous contrôle canadien en 2000.

Dans le secteur de la finance et des assurances, les bénéfices d'exploitation ont été les plus élevés pour les banques à charte et les coopératives de crédit. Ils ont augmenté d'environ 1 milliard de dollars par rapport à l'année précédente, pour se situer à 21 milliards de dollars en 2000. Ce secteur, qui est principalement sous contrôle canadien, a affiché des marges bénéficiaires de 21 % en 2000, une proportion à peu près inchangée par rapport à l'année précédente.

Les intermédiaires de crédit autres que de dépôts<sup>5</sup>, dont la part de l'actif sous contrôle étranger se situe à 52 % (tableau 3.2), ont produit des bénéfices d'exploitation de près de 9 milliards de dollars en 2000, en hausse d'un peu plus de 1 milliard de dollars par rapport à l'année précédente. Au sein du secteur, la croissance a été plus marquée pour les sociétés sous contrôle canadien, qui ont enregistré une hausse de 19 %, comparativement à 16 % pour les sociétés sous contrôle étranger.

La branche des sociétés d'assurance est une autre branche du secteur de la finance et des assurances où le contrôle étranger est important, la part de l'actif sous contrôle étranger se situant à 30 % (tableau 3.2). Les sociétés d'assurance ont enregistré des bénéfices d'exploitation de plus de 5 milliards de dollars en 2000. Du fait de la restructuration majeure qu'a connue le secteur en ce qui a trait au contrôle canadien et au contrôle étranger, l'ensemble de la croissance des bénéfices d'exploitation a touché les entreprises sous contrôle canadien, avec une hausse de 34 %. Néanmoins, les marges bénéficiaires ont augmenté légèrement, tant pour les entreprises sous contrôle canadien que pour celles sous contrôle étranger.

<sup>5</sup> Comprend les sociétés de crédit, de financement des ventes au détail et de financement de la consommation.

Tableau 4.2

## Rendement économique selon la branche d'activité (1999-2000)

Branche d'activité/ pays de contrôle	Bénéfices d'exploitation		Marge bénéficiaire	
	1999	2000	1999	2000
	millions de dollars		pourcentage	
<b>Non financier</b>				
Agriculture, foresterie, pêche et chasse				
Total	1 846	2 378	6,1	7,1
Canadien	1 733	2 274	5,9	6,9
Étranger	113	104	11,5	12,9
Extraction de pétrole, de gaz et de charbon				
Total	4 734	18 780	10,8	25,1
Canadien	1 698	10 242	8,2	30,1
Étranger	3 036	8 538	13,2	21,0
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon				
Total	990	2 249	4,2	8,6
Canadien	-40	1 394	-0,3	7,7
Étranger	1 030	855	13,3	10,7
Services publics				
Total	9 930	11 985	18,6	15,1
Canadien	9 734	11 905	25,5	25,2
Étranger	196	80	1,3	0,2
Construction				
Total	3 505	3 442	3,2	2,8
Canadien	3 249	3 211	3,1	2,8
Étranger	256	231	5,3	3,5
Fabrication				
Total	46 938	52 210	7,9	8,0
Canadien	20 793	22 877	7,4	7,2
Étranger	26 145	29 333	8,5	8,9
Commerce de gros				
Total	8 124	8 991	2,6	2,6
Canadien	4 655	5 137	2,2	2,3
Étranger	3 469	3 853	3,5	3,0
Commerce de détail				
Total	9 541	9 285	3,5	3,1
Canadien	7 842	7 508	3,4	3,0
Étranger	1 699	1 777	3,9	3,7
Transport et entreposage				
Total	5 844	5 448	6,7	5,8
Canadien	4 060	3 910	5,4	4,8
Étranger	1 784	1 538	14,9	12,0
Industrie de l'information et industrie culturelle				
Total	6 526	7 445	10,8	11,3
Canadien	6 246	7 367	11,3	12,2
Étranger	280	78	5,7	1,3
Services immobiliers et services de location et de location à bail				
Total	6 841	9 314	16,4	18,6
Canadien	6 073	7 707	16,5	18,0
Étranger	768	1 607	15,7	22,4

Tableau 4.2

## Rendement économique selon la branche d'activité (1999-2000) - fin

Branche d'activité/ pays de contrôle	Bénéfices d'exploitation		Marge bénéficiaire	
	1999	2000	1999	2000
	millions de dollars		pourcentage	
<b>Non financier</b>				
Services professionnels, scientifiques et techniques				
Total	1 868	1 092	3,1	1,4
Canadien	1 382	646	2,8	1,1
Étranger	486	446	4,6	2,6
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement				
Total	1 541	1 633	4,0	3,9
Canadien	1 004	1 111	3,2	3,3
Étranger	537	522	7,1	6,4
Services d'enseignement				
Total	50	-3	1,3	-0,1
Canadien	70	36	1,9	1,0
Étranger	-20	-39	-8,8	-17,8
Soins de santé et assistance sociale				
Total	1 553	1 728	9,7	9,9
Canadien	1 544	1 685	9,8	9,9
Étranger	F	F	F	F
Arts, spectacles et loisirs				
Total	4 779	5 891	21,2	22,4
Canadien	4 709	5 855	21,2	22,7
Étranger	70	36	21,9	7,6
Hébergement et services de restauration				
Total	1 942	1 519	4,8	3,5
Canadien	1 654	1 198	4,5	3,1
Étranger	288	321	7,3	7,3
Autres services, sauf les administrations publiques				
Total	1 130	1 472	3,9	4,6
Canadien	795	1 044	3,2	3,9
Étranger	335	F	7,3	F
<b>Finance et assurances</b>				
Intermédiation de dépôt et de crédit				
Total	19 795	20 973	22,6	21,3
Canadien	18 082	19 664	23,6	21,7
Étranger	1 713	1 309	15,3	16,4
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts				
Total	7 378	8 667	41,6	45,2
Canadien	4 336	5 137	52,6	58,8
Étranger	3 042	3 530	32,0	33,9
Sociétés d'assurance				
Total	4 701	5 452	7,4	8,1
Canadien	2 602	3 482	7,1	7,8
Étranger	2 099	1 970	7,8	8,8
Autres intermédiaires financiers				
Total	10 749	12 508	27,6	26,7
Canadien	9 886	10 830	29,1	27,9
Étranger	862	1 678	17,3	20,9

## Notes statistiques et définitions

### Sources des données

Les données sur le pays de contrôle sont obtenues principalement à partir des déclarations de propriété soumises par les sociétés assujetties à la *Loi sur les déclarations des personnes morales* (LDPM). Des données additionnelles sur le contrôle sont tirées de publications canadiennes et internationales.

Les données financières proviennent du programme de l'Enquête unifiée auprès des entreprises (EUE). Le programme de l'EUE tire ses données de trois sources principales :

- données annualisées de l'Enquête financière trimestrielle (EFT) produites par la Division de l'organisation et des finances de l'industrie de Statistique Canada;
- données sur les entreprises publiques (EP) provinciales et fédérales qui évoluent dans le secteur des entreprises, obtenues auprès de la Division des institutions publiques de Statistique Canada;
- données administratives sur l'impôt des sociétés comprises dans l'Index général des renseignements financiers (IGRF) et obtenues de la Division des données fiscales de Statistique Canada.

Alors que les données de l'EFT et celles sur les EP sont recueillies au niveau de l'entreprise, les données de l'IGRF sont recueillies au niveau de l'entité légale simple non consolidée. Les données pour les entités légales simples appartenant à une famille de sociétés sont par la suite cumulées au niveau de l'entreprise.

### Couverture

Le présent rapport englobe toutes les sociétés qui ont des activités au Canada. Les données sur le contrôle sont obtenues principalement à partir des renseignements recueillis en vertu de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* (LDPM). Aux termes de la loi, toutes les sociétés qui ont des activités au Canada et dont les revenus bruts pour la période de déclaration dépassent 15 millions de dollars, ou dont l'actif est supérieur à 10 millions de dollars, doivent remplir le questionnaire de la LDPM. Au moment du calcul de ces montants, chaque société doit inclure l'actif et les ventes de ses filiales, conformément à la définition figurant dans la loi. En outre, les sociétés dont l'actif et les ventes sont inférieurs à ces montants, mais dont la dette à long terme ou les capitaux propres directs ou indirects envers des non-résidents ont une valeur comptable supérieure à 200 000 \$, doivent aussi fournir des données sur la propriété.

### Méthodologie

On a eu recours à l'imputation pour résoudre les problèmes de non-réponse. Dans le cas des unités administratives, on a utilisé l'imputation par la méthode du « plus proche voisin » (donneur). Cela nécessite l'utilisation des données d'une entreprise comportant des caractéristiques similaires. Dans le cas des unités de l'EFT, l'imputation a été effectuée à partir des données historiques disponibles, ou par la méthode du donneur.

Du fait de certaines contraintes en ce qui a trait à la déclaration des données financières, les données pour les entreprises du secteur des assurances n'ont pu être tirées des sources de données administratives. Elles ont par conséquent été calculées à partir des estimations pondérées de l'EFT, plutôt que d'un recensement.

Les définitions de bilan et d'état des résultats sont conformes aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés.

### Entreprise

Une entreprise est un groupe de sociétés sous contrôle commun. La participation majoritaire qui confère le droit de diriger l'entreprise, peut être détenue par un particulier, un groupe lié, une société ou une administration publique. Les sociétés contrôlées sont appelées filiales. Une entreprise comprenant plusieurs sociétés englobe une ou plusieurs filiales. Une société qui n'est pas contrôlée par une autre société et qui ne contrôle pas une autre société est appelée société individuelle.

### Contrôle d'une société

Le contrôle d'une société est le pouvoir d'influer sur le processus de prise de décisions stratégiques par le conseil d'administration de cette société.

Un contrôle direct est exercé par un particulier, un groupe ou une société, si plus de 50 % des actions avec droit de vote d'une société sont détenues, directement ou indirectement, et autrement qu'à titre de sûreté ou de garantie seulement, par ce particulier, ce groupe ou cette société, ou pour son compte. Dans le cas des options irrévocables ou du droit d'acquiescer des actions, le calcul des actions avec droit de vote se fait comme si toutes les options avaient été exercées.

Le contrôle effectif d'une société suppose le contrôle de la société par des méthodes autres que la propriété de la majorité des actions avec droit de vote. Dans la base de données et la publication Liens de parenté entre sociétés, le contrôle effectif est appelé contrôle assigné. Une évaluation du contrôle effectif peut être fondée sur l'une ou l'autre des règles suivantes.

- Si plus de 50 % des administrateurs d'une société sont aussi les administrateurs d'une fiducie ou d'une succession, ou sont aussi membres d'un groupe lié, la société est sous le contrôle effectif de cette fiducie, de cette succession ou de ce groupe lié.
- Si plus de 50 % des administrateurs d'une société sont aussi les administrateurs d'une autre société, et s'il existe une relation importante de propriété des actions avec droit de vote entre les deux sociétés, la société est sous le contrôle effectif de cette autre société.
- Si une société détient plus de 33 % des actions avec droit de vote d'une autre société, et si ce bloc d'actions est plus grand que le pourcentage combiné des deux plus grands blocs suivants, la société est sous le contrôle effectif de cette société.
- Si une société reconnaît qu'elle est contrôlée, cette déclaration est suffisante pour permettre d'assigner le contrôle.

Enfin, il faut être prudent lorsque l'on utilise le terme « contrôle ». Dans nombre de cas où il semble exister un contrôle, les sociétés exercent toujours un niveau considérable d'autonomie en matière de finances, de marketing ou d'exploitation. Le concept de contrôle des sociétés doit être perçu comme un pouvoir éventuel, exercé à l'intérieur de structures industrielles caractérisées par une grande variété de pratiques de gestion.

### Pays de contrôle

Dans la plupart des cas de contrôle étranger, le pays de contrôle correspond au pays de résidence de la société mère étrangère ultime. Chaque filiale de l'entreprise mondiale a le même pays de contrôle que sa société mère. Une entreprise dont les droits de vote sont détenus à part égale par des sociétés canadiennes et des sociétés sous contrôle étranger se voit assigner le pays de contrôle du propriétaire étranger. Si deux sociétés sous contrôle étranger détiennent un nombre égal de droits de vote pour une entreprise canadienne, le pays de contrôle est assigné selon un ordre de préséance fondé sur le niveau agrégé d'investissements directs étrangers au Canada. Par exemple, les États-Unis ont préséance sur toutes les autres sociétés étrangères, du fait qu'ils détiennent le niveau le plus élevé d'investissements directs étrangers au Canada. Le Royaume-Uni vient au deuxième rang, et ainsi de suite.

À l'occasion, les données tirées uniquement des déclarations en vertu de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* se sont révélées insuffisantes pour regrouper les sociétés apparentées au Canada en une entreprise, étant donné que les sociétés ne doivent déclarer que leur première société mère étrangère. Suite à des recherches dans des publications sur les finances et la propriété au niveau international, on a

pu établir un lien entre la première société mère étrangère, dans nombre de cas, et une société mère ultime. Il s'agissait parfois d'un ou de deux pays distincts de celui déclaré. Ces recherches ont donné lieu à une assignation plus précise du pays de contrôle à l'entreprise et à une meilleure répartition dans le cas des entreprises multinationales.

### Classification des industries

Depuis 1999, les statistiques financières et fiscales des entreprises sont fondées sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Entre 1988 et 1998 inclusivement, on avait recours à la Classification type des industries pour compagnies et entreprises (CTI-C). Auparavant, on utilisait la Classification type des industries de 1960 pour établissements (CTI-E).

Le SCIAN est une classification des industries axée sur les activités, qui a été mise au point par les organismes statistiques du Canada, du Mexique et des États-Unis, afin d'offrir un cadre uniforme pour la collecte, l'analyse et la diffusion des statistiques industrielles utilisées par les analystes des politiques gouvernementales, les universitaires et les chercheurs, la collectivité des gens d'affaires et le grand public. Le SCIAN a été principalement conçu dans le but de classer la production économique au niveau de l'établissement. L'activité qui contribue le plus à la valeur ajoutée détermine le code du SCIAN attribué à l'établissement. Le SCIAN est une classification hiérarchique détaillée comportant 920 classes individuelles à six chiffres. Celles-ci sont agrégées en divers secteurs d'activité, par exemple, l'extraction minière, la fabrication, le commerce de gros, le commerce de détail et la construction, notamment.

Pour attribuer un code du SCIAN à une entreprise statistique, il faut d'abord déterminer le code du SCIAN qui s'applique à chaque établissement appartenant à l'entreprise. Le code du SCIAN correspondant à la plus importante valeur ajoutée est alors attribué à l'entreprise statistique. Le SCIAN (contrairement à la CTI-C de 1980) ne comprend pas de classifications pour les activités intégrées. Par exemple, une entreprise pétrolière peut se livrer à des activités d'exploration, d'exploitation minière, de raffinage, d'expédition et de vente au détail de produits pétroliers. La CTI-C de 1980 prévoyait un code de classification pour les activités pétrolières intégrées, mais en vertu du SCIAN, une telle entreprise est classifiée en fonction de l'activité qui fournit la plus grande valeur ajoutée.

### Exclusion de la Gestion de sociétés et d'entreprises (SCIAN 55)

La Gestion de sociétés et d'entreprises (SCIAN 55) qui ne sont pas consolidées dans une entreprise est exclue des tableaux présentés dans le présent rapport. Les sociétés de portefeuille ont été exclues de la publication de la LDPM depuis le milieu des années 80.

Ce ne sont pas toutes les sociétés de portefeuille qui sont exclues, étant donné que de nombreuses sont consolidées avec d'autres composantes d'une entreprise et sont, par conséquent, classifiées selon la fonction du SCIAN qui prédomine. Les familles de sociétés qui sont considérées comme une entreprise statistique simple doivent normalement produire leur rapport comme une unité consolidée. Dans ces cas, la société mère sera classée en fonction de la classification du SCIAN qui prédomine et qui ne correspond généralement pas au code 55.

### **Fiabilité des données**

Même si on a déployé des efforts considérables pour appliquer des normes élevées de qualité tout au long de la collecte et du traitement, les estimations qui en résultent font inévitablement l'objet d'un certain degré d'erreur. Il existe deux catégories d'erreurs dans les données statistiques - les erreurs d'échantillonnage et les erreurs non dues à l'échantillonnage. Seules les erreurs non dues à l'échantillonnage sont pertinentes dans le cadre de ce programme, étant donné que l'on n'a pas eu recours à un processus d'échantillonnage pour produire les estimations.

Les erreurs non dues à l'échantillonnage peuvent découler de nombreuses sources et sont difficiles à mesurer. Leur importance peut différer selon l'utilisation qui est faite des données. Parmi les erreurs non dues à l'échantillonnage figurent les lacunes dans les données fournies par les sociétés dans leurs déclarations de revenus et les erreurs de traitement, comme la saisie des données.

### **Disponibilité de données additionnelles**

Des tableaux autres que ceux publiés peuvent être élaborés et offerts, contre recouvrement des coûts. Les données disponibles sont assujetties aux dispositions en matière de confidentialité de la *Loi sur la statistique*. Les demandes de renseignements doivent être adressées à Jeannine D'Angelo, Division de l'organisation et des finances de l'industrie, Statistique Canada, Ottawa (n° de téléphone : 613 951-2604; n° de télécopieur : 613 951-0319).

## **Bibliographie**

Guèvremont, P. 2001. "Fusions, acquisitions et contrôle étranger". *L'observateur économique canadien*. 11-010-XPB ou 11-010-XIB au catalogue. Ottawa: Statistique Canada. Novembre 2001.

Statistique Canada. 2002. "Statistique financières et fiscales des entreprises, 2000". Division de l'organisation et des finances de l'industrie. 61-219-XIF au catalogue. Ottawa: Statistique Canada.

**Tableaux annexés****Caractéristiques financières principales, par branche d'activité et contrôle****Tableau d'annexe 1****Agriculture, foresterie, pêche et chasse**

	Année	Étranger				Canadien			Toutes
		États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises Privées	Entreprises publiques	Total	
Actifs (000 000\$)	2000	442	443	180	1 065	x	x	44 841	45 906
	1999	285	259	432	976	x	x	41 810	42 785
Pourcentage de l'actif total (%)	2000	1,0	1,0	0,4	2,3	x	x	97,7	100,0
	1999	0,7	0,6	1,0	2,3	x	x	97,7	100,0
Revenu d'exploitation (000 000\$)	2000	335	384	81	800	x	x	32 841	33 641
	1999	363	250	369	982	x	x	29 484	30 467
Pourcentage du revenu d'exploitation total (%)	2000	1,0	1,1	0,2	2,4	x	x	97,6	100,0
	1999	1,2	0,8	1,2	3,2	x	x	96,8	100,0
Bénéfice d'exploitation (000 000\$)	2000	38	52	14	103	x	x	2 275	2 378
	1999	36	28	49	113	x	x	1 733	1 847
Pourcentage du bénéfice d'exploitation total (%)	2000	1,6	2,2	0,6	4,3	x	x	95,7	100,0
	1999	1,9	1,5	2,7	6,1	x	x	93,8	100,0

**Tableau d'annexe 2****Extraction de pétrole, de gaz et de charbon**

	Année	Étranger				Canadien			Toutes
		États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises Privées	Entreprises publiques	Total	
Actifs (000 000\$)	2000	x	x	x	67 101	x	x	90 941	158 042
	1999	46 009	444	F	53 025	66 525	477	67 002	120 026
Pourcentage de l'actif total (%)	2000	x	x	x	42,5	x	x	57,5	100,0
	1999	38,3	0,4	F	44,2	55,4	0,4	55,8	100,0
Revenu d'exploitation (000 000\$)	2000	x	x	x	40 629	x	x	34 068	74 697
	1999	19 566	172	F	23 089	20 384	206	20 590	43 679
Pourcentage du revenu d'exploitation total (%)	2000	x	x	x	54,4	x	x	45,6	100,0
	1999	44,8	0,4	F	52,9	46,7	0,5	47,1	100,0
Bénéfice d'exploitation (000 000\$)	2000	x	x	x	8 537	x	x	10 241	18 779
	1999	2 610	9	F	3 037	1 716	-18	1 698	4 735
Pourcentage du bénéfice d'exploitation total (%)	2000	x	x	x	45,5	x	x	54,5	100,0
	1999	55,1	0,2	F	64,1	36,2	-0,4	35,9	100,0

Tableau d'annexe 3

## Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon

	Année	Étranger				Canadien			Toutes
		États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises Privées	Entreprises publiques	Total	
Actifs (000 000\$)	2000	15 503	2 404	2 311	20 218	x	x	62 621	82 839
	1999	13 663	2 556	3 744	19 963	x	x	59 770	79 733
Pourcentage de l'actif total (%)	2000	18,7	2,9	2,8	24,4	x	x	75,6	100,0
	1999	17,1	3,2	4,7	25,0	x	x	75,0	100,0
Revenu d'exploitation (000 000\$)	2000	5 389	877	1 733	7 998	x	x	18 098	26 096
	1999	4 762	873	2 133	7 767	x	x	15 756	23 523
Pourcentage du revenu d'exploitation total (%)	2000	20,7	3,4	6,6	30,6	x	x	69,4	100,0
	1999	20,2	3,7	9,1	33,0	x	x	67,0	100,0
Bénéfice d'exploitation (000 000\$)	2000	774	17	63	855	x	x	1 395	2 249
	1999	808	85	137	1 030	x	x	-40	990
Pourcentage du bénéfice d'exploitation total (%)	2000	34,4	0,8	2,8	38,0	x	x	62,0	100,0
	1999	81,6	8,6	13,8	104,0	x	x	-4,0	100,0

Tableau d'annexe 4

## Services publics

	Année	Étranger				Canadien			Toutes
		États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises Privées	Entreprises publiques	Total	
Actifs (000 000\$)	2000	x	x	x	5 578	37 725	135 467	173 191	178 770
	1999	x	x	x	2 720	32 250	110 482	142 733	145 453
Pourcentage de l'actif total (%)	2000	x	x	x	3,1	21,1	75,8	96,9	100,0
	1999	x	x	x	1,9	22,2	76,0	98,1	100,0
Revenu d'exploitation (000 000\$)	2000	x	x	x	32 156	18 567	28 697	47 264	79 420
	1999	x	x	x	15 166	15 727	22 382	38 109	53 275
Pourcentage du revenu d'exploitation total (%)	2000	x	x	x	40,5	23,4	36,1	59,5	100,0
	1999	x	x	x	28,5	29,5	42,0	71,5	100,0
Bénéfice d'exploitation (000 000\$)	2000	x	x	x	80	2 155	9 750	11 905	11 985
	1999	x	x	x	196	2 343	7 391	9 734	9 930
Pourcentage du bénéfice d'exploitation total (%)	2000	x	x	x	0,7	18,0	81,4	99,3	100,0
	1999	x	x	x	2,0	23,6	74,4	98,0	100,0

Tableau d'annexe 5

## Construction

	Année	Étranger				Canadien			Toutes
		États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises Privées	Entreprises publiques	Total	
Actifs (000 000\$)	2000	1 667	1 713	824	4 204	x	x	86 666	90 869
	1999	1 383	1 138	698	3 219	x	x	83 252	86 472
Pourcentage de l'actif total (%)	2000	1,8	1,9	0,9	4,6	x	x	95,4	100,0
	1999	1,6	1,3	0,8	3,7	x	x	96,3	100,0
Revenu d'exploitation (000 000\$)	2000	3 460	2 600	513	6 573	x	x	114 406	120 979
	1999	2 745	1 539	583	4 867	x	x	103 481	108 348
Pourcentage du revenu d'exploitation total (%)	2000	2,9	2,1	0,4	5,4	x	x	94,6	100,0
	1999	2,5	1,4	0,5	4,5	x	x	95,5	100,0
Bénéfice d'exploitation (000 000\$)	2000	147	112	-29	231	x	x	3 211	3 442
	1999	129	62	65	256	x	x	3 249	3 505
Pourcentage du bénéfice d'exploitation total (%)	2000	4,3	3,3	-0,8	6,7	x	x	93,3	100,0
	1999	3,7	1,8	1,9	7,3	x	x	92,7	100,0

Tableau d'annexe 6

## Fabrication

	Année	Étranger				Canadien			Toutes
		États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises Privées	Entreprises publiques	Total	
Actifs (000 000\$)	2000	153 852	88 000	24 538	266 390	x	x	323 091	589 481
	1999	159 190	56 326	26 294	241 810	270 738	577	271 316	513 125
Pourcentage de l'actif total (%)	2000	26,1	14,9	4,2	45,2	x	x	54,8	100,0
	1999	31,0	11,0	5,1	47,1	52,8	0,1	52,9	100,0
Revenu d'exploitation (000 000\$)	2000	216 565	79 403	33 190	329 158	x	x	319 422	648 579
	1999	223 694	51 228	33 638	308 561	282 049	699	282 748	591 309
Pourcentage du revenu d'exploitation total (%)	2000	33,4	12,2	5,1	50,8	x	x	49,2	100,0
	1999	37,8	8,7	5,7	52,2	47,7	0,1	47,8	100,0
Bénéfice d'exploitation (000 000\$)	2000	21 098	6 359	1 876	29 333	x	x	22 877	52 210
	1999	17 984	5 559	2 602	26 145	20 736	56	20 793	46 937
Pourcentage du bénéfice d'exploitation total (%)	2000	40,4	12,2	3,6	56,2	x	x	43,8	100,0
	1999	38,3	11,8	5,5	55,7	44,2	0,1	44,3	100,0

**Tableau d'annexe 7**  
**Commerce de gros**

	Année	Étranger				Canadien			Toutes
		États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises Privées	Entreprises publiques	Total	
Actifs (000 000\$)	2000	34 120	13 265	13 222	60 608	x	x	99 726	160 334
	1999	27 232	8 418	10 105	45 755	x	x	96 192	141 947
Pourcentage de l'actif total (%)	2000	21,3	8,3	8,2	37,8	x	x	62,2	100,0
	1999	19,2	5,9	7,1	32,2	x	x	67,8	100,0
Revenu d'exploitation (000 000\$)	2000	65 742	28 587	32 533	126 862	x	x	223 403	350 265
	1999	54 810	19 070	24 731	98 611	x	x	210 635	309 246
Pourcentage du revenu d'exploitation total (%)	2000	18,8	8,2	9,3	36,2	x	x	63,8	100,0
	1999	17,7	6,2	8,0	31,9	x	x	68,1	100,0
Bénéfice d'exploitation (000 000\$)	2000	2 059	1 074	720	3 853	x	x	5 137	8 991
	1999	2 064	793	612	3 469	x	x	4 655	8 124
Pourcentage du bénéfice d'exploitation total (%)	2000	22,9	11,9	8,0	42,9	x	x	57,1	100,0
	1999	25,4	9,8	7,5	42,7	x	x	57,3	100,0

**Tableau d'annexe 8**  
**Commerce de détail**

	Année	Étranger				Canadien			Toutes
		États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises Privées	Entreprises publiques	Total	
Actifs (000 000\$)	2000	17 004	2 620	502	20 127	88 682	1 876	90 558	110 685
	1999	15 441	3 553	402	19 395	81 034	1 393	82 426	101 822
Pourcentage de l'actif total (%)	2000	15,4	2,4	0,5	18,2	80,1	1,7	81,8	100,0
	1999	15,2	3,5	0,4	19,0	79,6	1,4	81,0	100,0
Revenu d'exploitation (000 000\$)	2000	39 037	7 291	2 093	48 421	242 787	7 741	250 528	298 949
	1999	34 611	7 663	1 690	43 963	223 158	8 461	231 619	275 582
Pourcentage du revenu d'exploitation total (%)	2000	13,1	2,4	0,7	16,2	81,2	2,6	83,8	100,0
	1999	12,6	2,8	0,6	16,0	81,0	3,1	84,0	100,0
Bénéfice d'exploitation (000 000\$)	2000	1 500	204	73	1 777	4 840	2 668	7 508	9 285
	1999	1 188	462	49	1 699	4 812	3 030	7 842	9 541
Pourcentage du bénéfice d'exploitation total (%)	2000	16,2	2,2	0,8	19,1	52,1	28,7	80,9	100,0
	1999	12,5	4,8	0,5	17,8	50,4	31,8	82,2	100,0

Tableau d'annexe 9

## Transport et entreposage

	Année	Étranger				Canadien			Toutes
		États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises Privées	Entreprises publiques	Total	
Actifs (000 000\$)	2000	15 604	F	675	17 252	91 859	8 593	100 452	117 705
	1999	13 988	875	635	15 497	78 460	9 270	87 730	103 227
Pourcentage de l'actif total (%)	2000	13,3	F	0,6	14,7	78,0	7,3	85,3	100,0
	1999	13,6	0,8	0,6	15,0	76,0	9,0	85,0	100,0
Revenu d'exploitation (000 000\$)	2000	9 248	F	1 944	12 819	73 214	8 472	81 686	94 505
	1999	8 791	1 260	1 952	12 003	67 398	8 024	75 423	87 425
Pourcentage du revenu d'exploitation total (%)	2000	9,8	F	2,1	13,6	77,5	9,0	86,4	100,0
	1999	10,1	1,4	2,2	13,7	77,1	9,2	86,3	100,0
Bénéfice d'exploitation (000 000\$)	2000	1 488	F	77	1 538	3 632	278	3 910	5 448
	1999	1 634	74	76	1 784	3 760	300	4 060	5 844
Pourcentage du bénéfice d'exploitation total (%)	2000	27,3	F	1,4	28,2	66,7	5,1	71,8	100,0
	1999	28,0	1,3	1,3	30,5	64,3	5,1	69,5	100,0

Tableau d'annexe 10

## Industrie de l'information et industrie culturelle

	Année	Étranger				Canadien			Toutes
		États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises Privées	Entreprises publiques	Total	
Actifs (000 000\$)	2000	4 173	1 831	F	6 586	x	x	148 531	155 117
	1999	4 204	813	439	5 456	x	x	118 485	123 941
Pourcentage de l'actif total (%)	2000	2,7	1,2	F	4,2	x	x	95,8	100,0
	1999	3,4	0,7	0,4	4,4	x	x	95,6	100,0
Revenu d'exploitation (000 000\$)	2000	3 717	1 396	F	5 814	x	x	60 266	66 079
	1999	3 359	1 124	428	4 911	x	x	55 257	60 169
Pourcentage du revenu d'exploitation total (%)	2000	5,6	2,1	F	8,8	x	x	91,2	100,0
	1999	5,6	1,9	0,7	8,2	x	x	91,8	100,0
Bénéfice d'exploitation (000 000\$)	2000	20	96	F	78	x	x	7 366	7 444
	1999	156	124	0	280	x	x	6 246	6 526
Pourcentage du bénéfice d'exploitation total (%)	2000	0,3	1,3	F	1,0	x	x	99,0	100,0
	1999	2,4	1,9	0,0	4,3	x	x	95,7	100,0

Tableau d'annexe 11

## Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts

	Année	Étranger				Canadien			Toutes
		États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises Privées	Entreprises publiques	Total	
Actifs (000 000\$)	2000	53 942	17 958	9 246	81 146	18 521	55 554	74 075	155 221
	1999	55 282	4 695	11 866	71 843	19 973	52 484	72 457	144 300
Pourcentage de l'actif total (%)	2000	34,8	11,6	6,0	52,3	11,9	35,8	47,7	100,0
	1999	38,3	3,3	8,2	49,8	13,8	36,4	50,2	100,0
Revenu d'exploitation (000 000\$)	2000	7 502	2 112	806	10 421	3 386	5 355	8 741	19 162
	1999	7 970	675	849	9 495	3 539	4 704	8 243	17 737
Pourcentage du revenu d'exploitation total (%)	2000	39,2	11,0	4,2	54,4	17,7	27,9	45,6	100,0
	1999	44,9	3,8	4,8	53,5	20,0	26,5	46,5	100,0
Bénéfice d'exploitation (000 000\$)	2000	2 253	774	503	3 530	779	4 357	5 137	8 667
	1999	2 148	262	633	3 042	520	3 815	4 336	7 378
Pourcentage du bénéfice d'exploitation total (%)	2000	26,0	8,9	5,8	40,7	9,0	50,3	59,3	100,0
	1999	29,1	3,6	8,6	41,2	7,0	51,7	58,8	100,0

Tableau d'annexe 12

## Sociétés d'assurance

	Année	Étranger				Canadien			Toutes
		États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises Privées	Entreprises publiques	Total	
Actifs (000 000\$)	2000	29 480	40 972	8 706	79 158	173 156	8 611	181 768	260 926
	1999	54 204	39 054	10 206	103 465	139 992	8 157	148 149	251 614
Pourcentage de l'actif total (%)	2000	11,3	15,7	3,3	30,3	66,4	3,3	69,7	100,0
	1999	21,5	15,5	4,1	41,1	55,6	3,2	58,9	100,0
Revenu d'exploitation (000 000\$)	2000	7 912	13 388	1 142	22 443	40 730	4 135	44 865	67 308
	1999	12 336	11 810	2 848	26 995	32 573	3 935	36 508	63 503
Pourcentage du revenu d'exploitation total (%)	2000	11,8	19,9	1,7	33,3	60,5	6,1	66,7	100,0
	1999	19,4	18,6	4,5	42,5	51,3	6,2	57,5	100,0
Bénéfice d'exploitation (000 000\$)	2000	993	890	87	1 970	3 230	251	3 482	5 452
	1999	1 370	692	36	2 099	2 587	15	2 602	4 701
Pourcentage du bénéfice d'exploitation total (%)	2000	18,2	16,3	1,6	36,1	59,2	4,6	63,9	100,0
	1999	29,1	14,7	0,8	44,7	55,0	0,3	55,3	100,0

Tableau d'annexe 13

## Autres intermédiaires financiers

	Année	Étranger				Canadien			Toutes
		États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises Privées	Entreprises publiques	Total	
Actifs (000 000\$)	2000	21 067	F	1 605	26 964	x	x	140 126	167 090
	1999	18 729	2 748	F	24 191	151 968	288	152 256	176 447
Pourcentage de l'actif total (%)	2000	12,6	F	1,0	16,1	x	x	83,9	100,0
	1999	10,6	1,6	F	13,7	86,1	0,2	86,3	100,0
Revenu d'exploitation (000 000\$)	2000	5 737	F	649	8 017	x	x	38 824	46 841
	1999	3 597	723	F	4 972	33 937	36	33 973	38 945
Pourcentage du revenu d'exploitation total (%)	2000	12,2	F	1,4	17,1	x	x	82,9	100,0
	1999	9,2	1,9	F	12,8	87,1	0,1	87,2	100,0
Bénéfice d'exploitation (000 000\$)	2000	1 136	F	218	1 678	x	x	10 830	12 508
	1999	655	120	F	862	9 870	16	9 886	10 749
Pourcentage du bénéfice d'exploitation total (%)	2000	9,1	F	1,7	13,4	x	x	86,6	100,0
	1999	6,1	1,1	F	8,0	91,8	0,1	92,0	100,0

Tableau d'annexe 14

## Intermédiation de dépôt et de crédit

	Année	Étranger				Canadien			Toutes
		États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises Privées	Entreprises publiques	Total	
Actifs (000 000\$)	2000	26 143	56 229	10 845	93 216	x	x	1 231 038	1 324 254
	1999	23 813	100 693	10 369	134 876	x	x	1 117 106	1 251 982
Pourcentage de l'actif total (%)	2000	2,0	4,2	0,8	7,0	x	x	93,0	100,0
	1999	1,9	8,0	0,8	10,8	x	x	89,2	100,0
Revenu d'exploitation (000 000\$)	2000	2 611	4 458	918	7 987	x	x	90 577	98 564
	1999	1 541	8 360	1 276	11 177	x	x	76 520	87 697
Pourcentage du revenu d'exploitation total (%)	2000	2,6	4,5	0,9	8,1	x	x	91,9	100,0
	1999	1,8	9,5	1,5	12,7	x	x	87,3	100,0
Bénéfice d'exploitation (000 000\$)	2000	360	730	219	1 309	x	x	19 664	20 973
	1999	357	1 147	209	1 713	x	x	18 082	19 795
Pourcentage du bénéfice d'exploitation total (%)	2000	1,7	3,5	1,0	6,2	x	x	93,8	100,0
	1999	1,8	5,8	1,1	8,7	x	x	91,3	100,0

Tableau d'annexe 15

## Services immobiliers et services de location et de location à bail

	Année	Étranger				Canadien			Toutes
		États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises Privées	Entreprises publiques	Total	
Actifs (000 000\$)	2000	F	3 224	3 739	28 691	152 819	2 579	155 398	184 089
	1999	17 948	2 937	3 072	23 957	155 721	2 711	158 432	182 389
Pourcentage de l'actif total (%)	2000	F	1,8	2,0	15,6	83,0	1,4	84,4	100,0
	1999	9,8	1,6	1,7	13,1	85,4	1,5	86,9	100,0
Revenu d'exploitation (000 000\$)	2000	F	854	645	7 189	42 551	272	42 823	50 011
	1999	3 472	754	648	4 874	36 429	363	36 793	41 667
Pourcentage du revenu d'exploitation total (%)	2000	F	1,7	1,3	14,4	85,1	0,5	85,6	100,0
	1999	8,3	1,8	1,6	11,7	87,4	0,9	88,3	100,0
Bénéfice d'exploitation (000 000\$)	2000	F	168	144	1 607	7 631	76	7 706	9 314
	1999	417	201	150	768	6 035	38	6 074	6 841
Pourcentage du bénéfice d'exploitation total (%)	2000	F	1,8	1,5	17,3	81,9	0,8	82,7	100,0
	1999	6,1	2,9	2,2	11,2	88,2	0,6	88,8	100,0

Tableau d'annexe 16

## Services professionnels, scientifiques et techniques

	Année	Étranger				Canadien			Toutes
		États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises Privées	Entreprises publiques	Total	
Actifs (000 000\$)	2000	10 449	2 160	632	13 241	x	x	59 612	72 854
	1999	7 374	1 326	616	9 315	x	x	45 958	55 273
Pourcentage de l'actif total (%)	2000	14,3	3,0	0,9	18,2	x	x	81,8	100,0
	1999	13,3	2,4	1,1	16,9	x	x	83,1	100,0
Revenu d'exploitation (000 000\$)	2000	14 569	2 463	460	17 491	x	x	57 964	75 455
	1999	8 173	1 863	561	10 598	x	x	49 432	60 030
Pourcentage du revenu d'exploitation total (%)	2000	19,3	3,3	0,6	23,2	x	x	76,8	100,0
	1999	13,6	3,1	0,9	17,7	x	x	82,3	100,0
Bénéfice d'exploitation (000 000\$)	2000	334	124	-11	446	x	x	645	1 092
	1999	422	48	16	486	x	x	1 382	1 868
Pourcentage du bénéfice d'exploitation total (%)	2000	30,6	11,4	-1,0	40,8	x	x	59,1	100,0
	1999	22,6	2,6	0,9	26,0	x	x	74,0	100,0

Tableau d'annexe 17

## Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement

	Année	Étranger				Canadien			Toutes
		États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises Privées	Entreprises publiques	Total	
Actifs (000 000\$)	2000	7 081	1 025	312	8 419	x	x	23 097	31 515
	1999	F	1 158	298	9 500	x	x	21 394	30 895
Pourcentage de l'actif total (%)	2000	22,5	3,3	1,0	26,7	x	x	73,3	100,0
	1999	F	3,7	1,0	30,7	x	x	69,2	100,0
Revenu d'exploitation (000 000\$)	2000	5 736	1 581	850	8 166	x	x	33 891	42 057
	1999	F	1 450	449	7 521	x	x	31 226	38 747
Pourcentage du revenu d'exploitation total (%)	2000	13,6	3,8	2,0	19,4	x	x	80,6	100,0
	1999	F	3,7	1,2	19,4	x	x	80,6	100,0
Bénéfice d'exploitation (000 000\$)	2000	467	20	35	522	x	x	1 111	1 633
	1999	F	15	5	537	x	x	1 004	1 541
Pourcentage du bénéfice d'exploitation total (%)	2000	28,6	1,2	2,1	32,0	x	x	68,0	100,0
	1999	F	1,0	0,3	34,8	x	x	65,2	100,0

Tableau d'annexe 18

## Services d'enseignement

	Année	Étranger				Canadien			Toutes
		États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises Privées	Entreprises publiques	Total	
Actifs (000 000\$)	2000	109	x	x	140	x	x	2 340	2 480
	1999	117	x	x	202	x	x	2 345	2 547
Pourcentage de l'actif total (%)	2000	4,4	x	x	5,6	x	x	94,4	100,0
	1999	4,6	x	x	7,9	x	x	92,1	100,0
Revenu d'exploitation (000 000\$)	2000	157	x	x	219	x	x	3 680	3 898
	1999	153	x	x	226	x	x	3 738	3 964
Pourcentage du revenu d'exploitation total (%)	2000	4,0	x	x	5,6	x	x	94,4	100,0
	1999	3,9	x	x	5,7	x	x	94,3	100,0
Bénéfice d'exploitation (000 000\$)	2000	-40	x	x	-39	x	x	36	-3
	1999	-18	x	x	-20	x	x	70	50
Pourcentage du bénéfice d'exploitation total (%)	2000	1 213,2	x	x	1 190,2	x	x	-1 090,2	100,0
	1999	-36,0	x	x	-40,0	x	x	140,0	100,0

Tableau d'annexe 19

## Soins de santé et assistance sociale

	Année	Étranger				Canadien			Toutes
		États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises Privées	Entreprises publiques	Total	
Actifs (000 000\$)	2000	F	x	x	F	17 670	F	17 686	18 253
	1999	x	x	x	F	x	x	15 407	15 734
Pourcentage de l'actif total (%)	2000	F	x	x	F	96,8	F	96,9	100,0
	1999	x	x	x	F	x	x	97,9	100,0
Revenu d'exploitation (000 000\$)	2000	F	x	x	F	16 938	F	17 000	17 475
	1999	x	x	x	F	x	x	15 808	16 030
Pourcentage du revenu d'exploitation total (%)	2000	F	x	x	F	96,9	F	97,3	100,0
	1999	x	x	x	F	x	x	98,6	100,0
Bénéfice d'exploitation (000 000\$)	2000	F	x	x	F	1 686	F	1 685	1 728
	1999	x	x	x	F	x	x	1 544	1 552
Pourcentage du bénéfice d'exploitation total (%)	2000	F	x	x	F	97,6	F	97,5	100,0
	1999	x	x	x	F	x	x	99,5	100,0

Tableau d'annexe 20

## Arts, spectacles et loisirs

	Année	Étranger				Canadien			Toutes
		États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises Privées	Entreprises publiques	Total	
Actifs (000 000\$)	2000	F	x	x	729	11 134	3 456	14 589	15 318
	1999	205	x	x	397	11 136	2 566	13 702	14 099
Pourcentage de l'actif total (%)	2000	F	x	x	4,8	72,7	22,6	95,2	100,0
	1999	1,5	x	x	2,8	79,0	18,2	97,2	100,0
Revenu d'exploitation (000 000\$)	2000	F	x	x	471	8 468	17 361	25 829	26 300
	1999	211	x	x	320	11 653	10 580	22 233	22 552
Pourcentage du revenu d'exploitation total (%)	2000	F	x	x	1,8	32,2	66,0	98,2	100,0
	1999	0,9	x	x	1,4	51,7	46,9	98,6	100,0
Bénéfice d'exploitation (000 000\$)	2000	F	x	x	36	420	5 436	5 856	5 892
	1999	62	x	x	70	925	3 784	4 709	4 779
Pourcentage du bénéfice d'exploitation total (%)	2000	F	x	x	0,6	7,1	92,3	99,4	100,0
	1999	1,3	x	x	1,5	19,4	79,2	98,5	100,0

Tableau d'annexe 21

## Hébergement et services de restauration

	Année	Étranger				Canadien			Toutes
		États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises Privées	Entreprises publiques	Total	
Actifs (000 000\$)	2000	2 618	690	1 680	4 989	x	x	29 103	34 092
	1999	2 927	448	1 906	5 281	x	x	29 406	34 687
Pourcentage de l'actif total (%)	2000	7,7	2,0	4,9	14,6	x	x	85,4	100,0
	1999	8,4	1,3	5,5	15,2	x	x	84,8	100,0
Revenu d'exploitation (000 000\$)	2000	2 804	704	864	4 372	x	x	39 094	43 466
	1999	2 744	404	792	3 941	x	x	36 823	40 764
Pourcentage du revenu d'exploitation total (%)	2000	6,5	1,6	2,0	10,1	x	x	89,9	100,0
	1999	6,7	1,0	1,9	9,7	x	x	90,3	100,0
Bénéfice d'exploitation (000 000\$)	2000	176	63	81	321	x	x	1 198	1 518
	1999	174	39	76	288	x	x	1 654	1 942
Pourcentage du bénéfice d'exploitation total (%)	2000	11,6	4,2	5,3	21,1	x	x	78,9	100,0
	1999	9,0	2,0	3,9	14,8	x	x	85,2	100,0

Tableau d'annexe 22

## Autres services, sauf les administrations publiques

	Année	Étranger				Canadien			Toutes
		États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises Privées	Entreprises publiques	Total	
Actifs (000 000\$)	2000	F	x	x	F	x	x	22 654	26 050
	1999	2 572	x	x	3 176	x	x	18 901	22 077
Pourcentage de l'actif total (%)	2000	F	x	x	F	x	x	87,0	100,0
	1999	11,7	x	x	14,4	x	x	85,6	100,0
Revenu d'exploitation (000 000\$)	2000	F	x	x	F	x	x	26 808	31 754
	1999	3 504	x	x	4 591	x	x	24 530	29 121
Pourcentage du revenu d'exploitation total (%)	2000	F	x	x	F	x	x	84,4	100,0
	1999	12,0	x	x	15,8	x	x	84,2	100,0
Bénéfice d'exploitation (000 000\$)	2000	F	x	x	F	x	x	1 044	1 472
	1999	192	x	x	335	x	x	795	1 130
Pourcentage du bénéfice d'exploitation total (%)	2000	F	x	x	F	x	x	70,9	100,0
	1999	17,0	x	x	29,6	x	x	70,4	100,0

Tableau d'annexe 23

## Total des branches d'activité financières et assurances

	Année	Étranger				Canadien			Toutes
		États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises Privées	Entreprises publiques	Total	
Actifs (000 000\$)	2000	130 632	119 451	30 402	280 484	1 470 314	156 692	1 627 007	1 907 491
	1999	152 028	147 190	35 155	334 375	1 345 692	144 276	1 489 968	1 824 343
Pourcentage de l'actif total (%)	2000	6,8	6,3	1,6	14,7	77,1	8,2	85,3	100,0
	1999	8,3	8,1	1,9	18,3	73,8	7,9	81,7	100,0
Revenu d'exploitation (000 000\$)	2000	23 762	21 590	3 515	48 868	167 486	15 521	183 007	231 875
	1999	25 444	21 568	5 625	52 639	141 950	13 294	155 244	207 882
Pourcentage du revenu d'exploitation total (%)	2000	10,2	9,3	1,5	21,1	72,2	6,7	78,9	100,0
	1999	12,2	10,4	2,7	25,3	68,3	6,4	74,7	100,0
Bénéfice d'exploitation (000 000\$)	2000	4 742	2 718	1 027	8 487	29 334	9 777	39 113	47 600
	1999	4 530	2 221	965	7 716	26 857	8 047	34 906	42 623
Pourcentage du bénéfice d'exploitation total (%)	2000	10,0	5,7	2,2	17,8	61,6	20,5	82,2	100,0
	1999	10,6	5,2	2,3	18,1	63,0	18,9	81,9	100,0

Tableau d'annexe 24

## Total des branches d'activité non financières (sauf la gestion de sociétés et d'entreprises)

	Année	Étranger				Canadien			Toutes
		États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises Privées	Entreprises publiques	Total	
Actifs (000 000\$)	2000	340 900	128 648	59 751	529 301	1 380 782	164 317	1 545 097	2 074 399
	1999	323 548	80 811	55 617	459 971	1 215 797	140 463	1 356 261	1 816 232
Pourcentage de l'actif total (%)	2000	16,4	6,2	2,9	25,5	66,6	7,9	74,5	100,0
	1999	17,8	4,4	3,1	25,3	66,9	7,7	74,7	100,0
Revenu d'exploitation (000 000\$)	2000	434 906	137 947	81 709	654 559	1 359 924	69 148	1 429 071	2 083 626
	1999	391 877	88 705	71 629	552 213	1 227 719	55 966	1 283 685	1 835 898
Pourcentage du revenu d'exploitation total (%)	2000	20,9	6,6	3,9	31,4	65,3	3,3	68,6	100,0
	1999	21,3	4,8	3,9	30,1	66,9	3,0	69,9	100,0
Bénéfice d'exploitation (000 000\$)	2000	35 435	10 090	4 223	49 749	77 132	17 975	95 106	144 857
	1999	28 571	7 642	4 268	40 482	63 005	14 195	77 202	117 682
Pourcentage du bénéfice d'exploitation total (%)	2000	24,5	7,0	2,9	34,3	53,2	12,4	65,7	100,0
	1999	24,3	6,5	3,6	34,4	53,5	12,1	65,6	100,0

Tableau d'annexe 25

## Total de toutes les branches d'activité (sauf la gestion de sociétés et d'entreprises)

	Année	Étranger				Canadien			Toutes
		États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises Privées	Entreprises publiques	Total	
Actifs (000 000\$)	2000	471 532	248 099	90 153	809 785	2 851 096	321 009	3 172 104	3 981 890
	1999	475 576	228 001	90 772	794 346	2 561 489	284 739	2 846 229	3 640 575
Pourcentage de l'actif total (%)	2000	11,8	6,2	2,3	20,3	71,6	8,1	79,7	100,0
	1999	13,1	6,3	2,5	21,8	70,4	7,8	78,2	100,0
Revenu d'exploitation (000 000\$)	2000	458 668	159 537	85 224	703 427	1 527 410	84 669	1 612 078	2 315 501
	1999	417 321	110 273	77 254	604 852	1 369 669	69 260	1 438 929	2 043 780
Pourcentage du revenu d'exploitation total (%)	2000	19,8	6,9	3,7	30,4	66,0	3,7	69,6	100,0
	1999	20,4	5,4	3,8	29,6	67,0	3,4	70,4	100,0
Bénéfice d'exploitation (000 000\$)	2000	40 177	12 808	5 250	58 236	106 466	27 752	134 219	192 457
	1999	33 101	9 863	5 233	48 198	89 862	22 242	112 108	160 305
Pourcentage du bénéfice d'exploitation total (%)	2000	20,9	6,7	2,7	30,3	55,3	14,4	69,7	100,0
	1999	20,6	6,2	3,3	30,1	56,1	13,9	69,9	100,0